



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Place Bonaventure, portail Sud-Est
800, rue de La Gauchetière Ouest
7 ième étage
Montréal
Québec
H5A 1L6
FAX pour soumissions: (514) 496-3822

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place Bonaventure, portail Sud-Est
800, rue de La Gauchetière Ouest
7 ième étage
Montréal
Québec
H5A 1L6

Title - Sujet Analyse d'Impact Environnementale	
Solicitation No. - N° de l'invitation EE010-170016/A	Date 2016-06-08
Client Reference No. - N° de référence du client R.077223.002	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$MTB-450-13891	
File No. - N° de dossier MTB-6-39013 (450)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-07-19	
Time Zone Fuseau horaire Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Guérinik (mtb450), Naoual	
Buyer Id - Id de l'acheteur mtb450	
Telephone No. - N° de téléphone (514) 496-3409 ()	FAX No. - N° de FAX (514) 496-3822
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA CE-SPT-Environnement 1550 AVE D'ESTIMAUVILLE, NEQ QUEBEC Québec G1J0C7 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée .	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	2
1.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	2
1.3 COMPTE RENDU	2
1.4 ACCORDS COMMERCIAUX	2
1.5 CONTENU CANADIEN	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	2
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	3
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	3
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	3
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	5
2.5 LOIS APPLICABLES	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	6
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	6
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	7
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	9
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	9
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	9
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	11
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	11
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	11
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	11
6.4 DURÉE DU CONTRAT	11
6.5 RESPONSABLES.....	12
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	13
6.7 PAIEMENT	13
6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	15
6.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	15
6.10 LOIS APPLICABLES	15
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	15
6.12 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	16
6.13 ASSURANCES.	16
ANNEXE «A»	17
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	17
ANNEXE «B»	18
BASE DE PAIEMENT	18
PIÈCE JOINTE 1	
CRITÈRES TECHNIQUES CÔTÉS	23

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EE010-170016/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EE010-170016

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
mtb-6-39013

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtb450
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

S/O

1.2 Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à l'annexe «A» des clauses du contrat éventuel.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.5 Contenu canadien

S/O

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2016-04-04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.2.1 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 7 jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à [l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;

- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique : Quatre (4) copies papier

Section II : Soumission financière : Une (1) copie papier

Section III : Attestations : Une (1) copie papier

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

Un (1) contrat pourra être octroyé à la suite de ce processus d'approvisionnement, en se basant sur la note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix (voir section 4.2.1 ci-dessous).

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

S/O

4.1.1.2 Critères techniques cotés

Voir Pièce Jointe 1 – Critères techniques

4.1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) (2014-06-26) Évaluation du prix

Annexe «B»– Évaluation financière

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a) Respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
 - b) Satisfaire à tous les critères obligatoires; et
 - c) obtenir le nombre minimal de points requis pour l'évaluation technique (1-Proposition technique note minimale est de 15 sur une note maximale de 30, ressources proposées est de 20 sur une note maximale 40); et
 - d) Obtenir le nombre minimal de 50 points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés. L'échelle de cotation compte 100 points.
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences « a) ou b) ou c) ou d) » seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 70% sera accordée au mérite technique et une proportion de 30% sera accordée au prix.

4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 70%.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 30%.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 70/30 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 25, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (70%) et du prix (30%)				
		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		25/25	15/25	10/25
Prix évalué de la soumission		55 000,00 \$	50 000,00 \$	45 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$25/25 \times 70 = 70$	$15/25 \times 70 = 42.00$	$10/25 \times 70 = 28.00$
	Note pour le prix	$45/55 \times 30 = 24.55$	$45/50 \times 30 = 27.00$	$45/45 \times 30 = 30$
Note combinée		94.55	69.00	58.00
Évaluation globale		1 ^{er}	2 ^e	3 ^e

4.2.2 Nombre maximal de contrats octroyés

Un (1) contrat pourra être octroyé suite à ce processus de sélection.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ciif/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ciif/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail

(http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EE010-170016/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EE010-170016

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
mtb-6-39013

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtb450
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Attestation du contenu canadien

S/O

5.2.3.2 Statut et disponibilité du personnel

Clause du *Guide des CCUA* [A3005T](#) (2010-08-16) Statut et disponibilité du personnel

5.2.3.3 Études et expérience

Clause du *Guide des CCUA* [A3010T](#) (2010-08-16) Études et expérience

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

S/O

6.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe «A» et à la soumission technique de l'entrepreneur intitulée _____, en date du _____.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010B (2016-04-04), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 30 décembre 2020 inclusivement.

6.4.2 SERVICES OPTIONNELS

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à l'Annexe «A» du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EE010-170016/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EE010-170016

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
mtb-6-39013

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtb450
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

L'Autorité contractante pourrait exercer la clause de services optionnels à tout moment avant l'expiration du contrat par l'envoi d'un avis écrit à l'entrepreneur.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Naoual Guérinik
Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Région du Québec
Adresse : 800 rue de la Gauchetière Ouest, Montréal (Québec), H5A 1L6

Téléphone : (514) 496-3409
Télécopieur : (514) 496-3822
Courriel : naoual.guerinik@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EE010-170016/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EE010-170016

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
mtb-6-39013

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtb450
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est (*cette section sera complétée à l'octroi du contrat*):

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____

Adresse : _____
Téléphone : ____ ____
Télécopieur : ____ ____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Le représentant de l'entrepreneur est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ ____
Télécopieur : ____ ____
Courriel : _____

6.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7 Paiement

6.7.1 Base de paiement – Prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les ventes du Québec est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EE010-170016/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EE010-170016

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
mtb-6-39013

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtb450
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.7.2 Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.7.3 Modalités de paiement

a-Paiements d'étape – Prix ferme

Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé à l'annexe B - Base de paiement et les dispositions de paiement du contrat si :

- (a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>) et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- (b) toutes les attestations demandées dans le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés;
- (c) tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout produit à livrer exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

b-Calendrier des étapes

Le calendrier des étapes selon lequel les paiements seront faits en vertu du contrat figure à l'annexe «B».

6.7.4 Clauses du *Guide des CCUA*

A9117C (2007-11-30), T1204 – Demande directe du ministère client

6.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
 - b. une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
 - c. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010B (2016-04-04), Conditions générales – services professionnels (complexité moyenne);
- c) Annexe «A», Énoncé des travaux;

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EE010-170016/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EE010-170016

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
mtb-6-39013

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtb450
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- d) Annexe «B», Base de paiement;
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____.

6.12 Clauses du *Guide des CCUA*

A7017C (2008-05-12), Remplacement d'individus spécifiques

6.13 Assurance

G1005C (2008-05-12) - Assurance.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EE010-170016/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EE010-170016

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
mtb-6-39013

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtb450
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

**ANNEXE «A»
ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

En pièce jointe

ANNEXE «B»

BASE DE PAIEMENT

Calendrier des étapes pour l'Analyse d'impact environnemental de base

Étapes	Description ou « Livrable »	Date d'échéance ou « Date de livraison »	% de la valeur du prix ferme
No. 1	Détermination de la portée (section 3.1.1 de l'annexe «A» – Énoncé de travaux) - Compte rendu rencontre de démarrage et Programme de santé/sécurité - Rapport d'AIB (premiers chapitres plus tables des matières) - Compte rendu rencontre de travail	Dans les 5 jours suivant la rencontre de démarrage Dans les 10 jours suivant la rencontre de démarrage ou au plus tard le 15 août 2016 Dans les 5 jours suivant la rencontre de travail	5% du prix ferme tel que décrit à l'article 1 ci-dessous
No. 2	Détermination du milieu récepteur (section 3.1.2 de l'annexe «A» – Énoncé de travaux) - Rapport d'AIB (mis à jour avec la description du milieu)	Dans les 30 jours suivant le dépôt de la version finale de la portée ou au plus tard le 30 septembre 2016	15% du prix ferme tel que décrit à l'article 1 ci-dessous
No. 3	Analyse des impacts environnementaux préliminaires (section 3.1.3 de l'annexe A – Énoncé de travaux) - Comptes rendus (3) rencontres de travail avec la conception - Rapports (5) de visite de terrain - Rapport d'AIB complet en version préliminaire (mis à jour)	Dans les 60 jours suivant le dépôt de la version finale de la portée ou au plus tard le 15 octobre 2016	30% du prix ferme tel que décrit à l'article 1 ci-dessous
No. 4	Analyse des impacts environnementaux finale (section 3.1.4 de l'annexe «A» – Énoncé de travaux) - Rapport d'AIB complet (mis à jour)	10 jours après la date de transmission des commentaires du chargé de projet de SPAC sur la version préliminaire ou au plus tard le 20 janvier 2017	50% du prix ferme tel que décrit à l'article 1 ci-dessous

Calendrier des étapes pour les travaux à prix unitaires

Étapes	Description ou « Livrable »	Date d'échéance ou « Date de livraison »	% de la valeur du prix ferme
No. 5	Travaux complémentaires à l'AIB (section 3.2 de l'annexe «A» – Énoncé de travaux) - Protocole détaillé final	Dans les 10 jours suivant l'autorisation de SPAC de procéder	100% du prix unitaire ferme tel que décrit à l'article 2.1 ci- dessous
No. 6	Expertise au niveau de la végétation (section 3.3 de l'annexe «A» – Énoncé de travaux) - Rapport final	Dans les 30 jours suivants l'octroi du contrat ou au plus tard le 30 août 2016	100% du prix unitaire ferme tel que décrit à l'article 2.2 ci- dessous
No. 7	Fiche – Pratique exemplaire de gestion (section 3.4 de l'annexe «A» – Énoncé de travaux) - Fiche finale	Au plus tard, 30 jours après le dépôt du rapport final de l'AIB ou au plus tard le 15 mars 2017	100% du prix unitaire ferme tel que décrit à l'article 2.3 ci- dessous
No. 8	Analyse des impacts sur un type d'intervention supplémentaire (section 3.5 de l'annexe «A» – Énoncé de travaux)	Au plus tard, 15 jours après la transmission de la demande par SPAC	100% du prix unitaire ferme tel que décrit à l'article 3.1 ci- dessous
No. 9	Rapport de suivi des mesures d'atténuation (section 3.6 de l'annexe «A» – Énoncé de travaux) - Rapport-lettre	Au plus tard, 10 jours après la transmission de la demande par SPAC	100% du prix unitaire ferme tel que décrit à l'article 3.2 ci- dessous
No. 10	Projet de compensation (section 3.7 de l'annexe «A» – Énoncé de travaux) - Rapport-lettre	Au plus tard, 30 jours après la transmission de la demande par SPAC	100% du prix unitaire ferme tel que décrit à l'article 3.3 ci- dessous
No. 11	Avis d'expert (section 3.8 de l'annexe «A» – Énoncé de travaux) - Rapport-lettre	Au plus tard, 10 jours après la transmission de la demande par SPAC	100% du prix unitaire ferme tel que décrit à l'article 3.4 ci- dessous

¹L'entrepreneur sera appelé à présenter plusieurs versions préliminaires de l'AIB, selon la disponibilité de l'information concernant les différents types d'intervention et la localisation des travaux. L'échéancier sera ajusté au besoin par SPAC afin de s'assurer que tous les types d'interventions ont été évalués avant la préparation de l'AIB final.

1. Prix ferme pour l'Analyse d'impact de base

Article	DESCRIPTION	Prix ferme, tout compris (TPS /TVH non incluse) \$ CAN
1	Prix ferme pour la réalisation des travaux décrits à l'annexe «A» – Énoncé des travaux. Le prix ferme exclut les frais relatifs à la réalisation des travaux faisant l'objet de prix unitaires fermes et les services optionnels (articles 2 et 3).	\$ _____ (à compléter par le soumissionnaire)

1.1 Ventilation du prix ferme

Ventilation

Le soumissionnaire devrait fournir, à titre indicatif seulement, une ventilation du prix de sa soumission sous forme de tableau. Celle-ci devrait comprend0re, au minimum, les éléments suivants :

- Honoraires pour les différentes catégories de personnel;
- Rencontre de démarrage;
- Détermination de la portée;
- Description du milieu récepteur;
- Évaluation des impacts environnementaux;
- Rencontres de travail;
- Visites de terrain;
- Frais de transport et subsistance;
- Frais reliés au rapport;
- Etc.

2. Prix unitaires fermes

Articles	Description	Unité	Quantité estimative (Note 1) (A)	Prix unitaires fermes, tout compris (taxes applicables en sus) \$ CAN (B)	Coût total estimatif (A x B)
2.1	Travaux complémentaires (note 2)	protocole	2	\$ _____	\$ _____
2.2	Expertise végétation	rapport	1	\$ _____	\$ _____
2.3	Pratique exemplaire de gestion	document	1	\$ _____	\$ _____
Prix total estimatif – Limitation des dépenses (Taxes applicables en sus) \$CAN					\$ _____

Note 1 : Quantité estimée aux fins de soumission. Ces quantités seront ajustées en fonction des travaux réellement réalisés. Les quantités supplémentaires doivent être approuvées au préalable par le chargé de projet de TPSGC. Seulement les quantités réellement effectuées seront payées.

Note 2 : Le prix pour un protocole pour des travaux complémentaires comprend tous les honoraires pour la coordination, préparation du protocole et d'intégration des résultats à l'AIB suite à leur transmission par SPAC.

3. Prix unitaires fermes pour services optionnels

Articles	Description	Unité	Quantité estimative (Note 1) (A)	Prix unitaires fermes, tout compris (taxes applicables en sus) \$ CAN (B)	Coût total estimatif (A x B)
3.1	Analyse des impacts supplémentaires	rapport	2	\$ _____	\$ _____
3.2	Rapport de surveillance des, mesures d'atténuation	rapport	5	\$ _____	\$ _____
3.3	Projet de compensation d'habitat du poisson	projet	1	\$ _____	\$ _____
3.4	Avis d'expert	avis	2	\$ _____	\$ _____
3.5	Honoraires Chargé de	heure	50	\$ _____	\$ _____

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EE010-170016/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EE010-170016

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
mtb-6-39013

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtb450
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	projet				
3.6	Honoraires Technicien	heure	50	\$ _____	\$ _____
Prix total estimatif – Limitation des dépenses (Taxes applicables en sus)\$CAN)					\$ _____

Note 1 : Quantité estimée aux fins de soumission. Ces quantités seront ajustées en fonction des travaux réellement réalisés. Les quantités supplémentaires doivent être approuvées au préalable par le chargé de projet de TPSGC. Seulement les quantités réellement effectuées seront payées.

4. Coût estimatif total:

_____ \$ (Taxes applicables en sus)

Coût estimatif total = Prix ferme pour la réalisation de l'AIB (article 1) + Prix unitaires fermes pour les travaux complémentaires à l'AIB (article 2) + Prix ferme pour services optionnels en lien avec l'AIB (article 3)

N° de l'invitation - Solicitation No.
EE010-170016/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EE010-170016

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
mtb-6-39013

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtb450
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Pièce jointe 1

Critères techniques côtés

En pièce jointe



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

Canada



Annexe A - Énoncé des travaux

Analyse d'impact environnemental de base

Réfection des murs du Canal-de-Lachine, Agence Parcs Canada

Demandée par :

**Services environnementaux
Services publics et Approvisionnement Canada
Région du Québec**

N/F : R.077223.002

Date : 13 mai 2016

TABLE DES MATIÈRES

1. CONTEXTE	3
2. DESCRIPTION DU PROJET	3
3. DESCRIPTION DU MANDAT DE L'ENTREPRENEUR	5
3.1 Analyse d'impact de base	5
3.1.1 Détermination de la portée de l'impact environnemental	5
3.1.2 Description du milieu récepteur	6
3.1.3 Analyse d'impact environnemental préliminaire	7
3.1.4 Rapport d'analyse d'impact de base final	10
3.1.5 Rencontres de travail et visites de terrain	10
3.2 Travaux complémentaires à l'AIB	11
3.3 Expertise au niveau du contrôle de la végétation	12
3.4 Fiches - Pratique exemplaire de gestion (PEG)	12
3.5 Analyses des impacts sur un type d'intervention supplémentaire	12
3.6 Rapport de surveillance des mesures d'atténuation	13
3.7 Recherche d'un projet de compensation d'habitat du poisson	13
3.8 Avis d'experts	14
3.9 Divers - honoraires	14
3.10 Spécificité aux livrables et au mandat	14
<i>Versions préliminaires.....</i>	<i>14</i>
<i>Versions finales.....</i>	<i>15</i>
4. DOCUMENTATION DISPONIBLE	15
5. SANTÉ ET SÉCURITÉ	16
6. ACCÈS AU SITE ET AUX CHANTIERS	17
7. CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION	17
Appendice1.....	18

1. CONTEXTE

Le lieu historique national du Canada du Canal-de-Lachine longe le fleuve Saint-Laurent et permet le lien navigable entre le Vieux-Port de Montréal et le lac Saint-Louis sur une longueur de plus de 14 kilomètres. Il comporte plusieurs infrastructures (murs, ponts, écluses, barrages, déversoirs, passerelles, etc.). L'unité des voies navigables au Québec (UVNQ) est responsable de l'opération et de l'entretien du lieu historique national du Canal-de-Lachine.

Les murs du Canal-de-Lachine présentent des signes de vieillissement et voire même de déversements par endroit. Suite à un relevé patrimonial et aux recommandations d'une firme de génie-conseil (Dessau, 2014), l'Agence Parcs Canada (APC) souhaite procéder à la réfection de plusieurs murs présents au Canal-de-Lachine. Les travaux seront réalisés sur l'ensemble du canal et seront regroupés selon la portée des travaux à réaliser.

Subséquentement, en vertu de l'article 67 de la *Loi canadienne d'évaluation environnementale* (2012) (LCÉE (2012)), une autorité fédérale ne peut permettre la réalisation d'un projet sur un territoire domanial, ou exercer les attributions qui lui sont conférées sous le régime d'une autre loi fédérale, avant d'avoir déterminé que la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts environnementaux négatifs importants. Ainsi, depuis les dernières modifications apportées à cette loi en 2012, chacun des ministères a la responsabilité d'établir une procédure qui lui permet de se conformer à l'article 67 de la LCÉE (2012). Conformément aux alinéas 5(1) b) et 5(1) c) de la LCÉE 2012, l'importance des impacts environnementaux liés au projet devra être évaluée et, si nécessaire, des mesures d'atténuation devront être identifiées afin de s'assurer que les impacts environnementaux résiduels ne seront pas importants.

L'APC, en tant que promoteur, a mandaté Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour préparer les plans et devis et réaliser l'analyse d'impact environnemental. Compte tenu que le lieu historique du Canal-de-Lachine est un site très urbanisé, que la faune et la flore est peu diversifiée et que le projet consiste à la réfection de structures existantes dans un milieu déjà perturbé, SPAC souhaite mandater un entrepreneur afin de réaliser une analyse d'impact de base (AIB) du projet de réfection des murs du Canal-de-Lachine.

2. DESCRIPTION DU PROJET

Les murs du Canal-de-Lachine sont constitués de matériaux variables (bois, pierre de taille, bloc de béton ou béton coulé en place, etc.) ou d'une combinaison de ces derniers, représentatifs de l'évolution du canal au fil des ans et des techniques de construction utilisées depuis plus d'un siècle. La pente des murs varie également tout le long du canal. Il est possible de regrouper les murs en quelques grandes catégories comportant des variables, entre autres, en raison de la présence, par endroit d'un revêtement de béton coulé en place ou d'un mur de couronnement, soit :

- Mur de bois vertical ou en encaissement avec ou sans couronnement de béton;
- Mur de maçonnerie avec ou sans couronnement de béton;
- Mur vertical de roc et/ou de maçonnerie avec ou sans revêtement et/ou de couronnement de béton;
- Mur de béton en une ou plusieurs partie(s) avec joint de coulé apparent entre les parties, avec ou sans mur de couronnement;
- Autres combinaisons.

Les problématiques de détérioration des murs sont multiples et sont présentes tout le long du canal à divers degrés. On parle entre autres, de :

- Pourriture et détérioration des caissons de bois;
- Fissuration et dégradation des murs en béton et de maçonnerie;
- Dégradation du parement de béton;
- Inclinaison du mur vers le canal;
- Diminution de l'assise de couronnement;
- Dégradation du béton de couronnement;
- Etc.

Les interventions à réaliser sont multiples et varient tout au long du canal. Dessau (2014) a entre autres identifié quelques grands *types d'intervention* dans son étude dont :

- Remplacement du mur de couronnement (plan CL-32-107.06 appendice 1);
- Réfection du mur de couronnement;
- Réparation des assises et/ou des crevasses de béton (plan CL-32-107.08 appendice 1);
- Réfection des pierres érodées, fissurées et des joints évidés ;
- Réparation de caisson de bois (plan CL-32-107.10 appendice 1);
- Remplacement de caissons ou de pièces de bois;
- Réfection des pierres de maçonnerie (plan CL-32-107.09 appendice 1);
- Réfection de mur de béton (plan CL-32-107.11 appendice 1);
- Mise en place d'un remblai de protection de pierre ;
- Réfection du recouvrement de béton ;
- Correction de remblai instable ;
- Autres types d'intervention (jusqu'à 4 ou 5) à définir au moment de la conception par SPAC.

Des plans pour plusieurs types d'intervention sont présentés à l'appendice 1 à titre d'exemple aux fins de soumissions. Puisque la conception des travaux sera réalisée parallèlement à l'analyse d'impact de base, l'Entrepreneur devra utiliser les plans proposés par SPAC qui lui seront remis au début et en cours de mandat au fur et à mesure qu'ils seront disponibles. Chacun des grands types d'intervention peut comporter plusieurs variantes, que ce soit au niveau de la méthode de travail, des éléments comme l'excavation de sols, la nécessité de procéder à l'abattage d'arbres ou la construction d'un chemin d'accès, la réalisation de travaux à partir de la terre ferme ou de barge en eau et/ou lorsque le canal est abaissé au printemps et à l'automne, etc. (tableau 1).

Tableau 1 : Variantes possibles selon les types d'intervention

Principaux types d'intervention	Exemples de variante					
	Travaux par barge ou quai	Canal abaissé	Excavation de sols	Excavation de sédiments	Abattage d'arbre	Autres
Remplacement / réfection d'un mur de couronnement	X	●	X		X	X
Réparation des assises et des crevasses	X	X	●	●	X	X
Réfection des pierres / maçonnerie		X			X	X
Réparation / remplacement de caisson de bois	X	X	X		X	X
Travaux au niveau des remblais		X	●	X	X	X
Autres types d'intervention	X	X	X	X	X	X

X : Exemple de variante possible

● : variante possible mais moins probable

À priori, l'Entrepreneur doit s'attendre à évaluer les impacts sur au moins une quinzaine de types d'intervention incluant les variantes qu'il devra identifier et évaluer à partir de l'information transmise par SPAC. Les enjeux (composantes valorisées, présence d'espèces en péril, absence d'accès, etc.) pour un même type d'intervention pourraient également varier dans l'espace le long du canal selon la localisation des travaux. Tous ces éléments font partie des variantes pour un même type d'intervention.

3. DESCRIPTION DU MANDAT DE L'ENTREPRENEUR

Le mandat consiste principalement à réaliser une analyse d'impact environnemental de base de tous les types d'intervention et de leur variante. Les types d'intervention seront développés par les Services techniques de SPAC alors que l'Entrepreneur effectuera son AIB. Ce dernier sera appelé à collaborer continuellement avec l'APC et SPAC pour évaluer adéquatement les impacts des différents types d'intervention sur le milieu et de leur variante, et ce tout au long de la durée de l'AIB. Le mandat comprend également des travaux complémentaires à l'AIB et des services optionnels. Parmi ceux-ci, mentionnons :

- Travaux complémentaires à l'AIB;
- Expertise au niveau du contrôle de la végétation;
- Fiche – Pratique exemplaire de gestion;
- Analyse d'un type d'intervention supplémentaire (service optionnel);
- Rapport de suivi des mesures d'atténuation (service optionnel);
- Recherche et identification d'un projet de compensation d'habitat du poisson (service optionnel);
- Avis d'expert (service optionnel);
- Divers (service optionnel).

3.1 Analyse d'impact de base

L'analyse d'impact de base sert à évaluer les impacts du projet sur l'environnement. Plus précisément, l'AIB est un exercice qui consiste, sans toutefois s'y limiter, à déterminer la portée des travaux, faire une description complète du milieu, identifier les composantes valorisées de l'environnement (CVE), analyser les impacts des différents types d'intervention pour la réfection des murs du canal sur ces dernières, apporter des mesures d'atténuation et identifier les impacts résiduels et cumulatifs.

3.1.1 Détermination de la portée de l'impact environnemental

L'Entrepreneur devra dans un premier temps établir la portée de l'AIB. Celle-ci doit considérer, sans s'y limiter, la nécessité et la raison d'être du projet, une description des types d'intervention envisagés pour le projet, identifier l'ensemble des composantes du milieu susceptibles d'être affectées par les travaux. La détermination de la portée sera effectuée dans un contexte où certains éléments du projet, tel que la nature de tous les types de travaux de réfection et les méthodes de travail et la localisation exacte des interventions le long du canal ne sont pas tous connus au moment d'initier l'AIB. Ces incertitudes devront être prises en compte par l'Entrepreneur et comblées au fur et à mesure de l'avancement de l'AIB.

Il est à prévoir que les activités liées à la détermination de la portée pourraient comporter plusieurs échanges avec les représentants de SPAC et de l'APC. De plus, des justifications pourraient être demandées sur l'approche utilisée et les choix par l'Entrepreneur pour élaborer la portée de l'AIB. Enfin, la portée pourrait évoluer au cours du mandat pour tenir compte

d'éléments nouveaux comme, sans toutefois s'y limiter, de nouvelles données d'inventaire, de nouveaux types d'intervention ou méthodes de travail, des nouveaux sites de travaux le long du canal, etc.

La portée proposée pour la réalisation de l'AIB devra être approuvée par les représentants de SPAC et de l'APC.

Ainsi, dès l'octroi du contrat, une réunion de démarrage aura lieu à Montréal dans les locaux de l'APC suivi d'une visite de terrain (environ 1 journée) pour permettre à l'Entrepreneur de se familiariser avec le site.

L'Entrepreneur devra décrire pour la portée de l'AIB, sans s'y limiter :

- La nécessité et la raison d'être du projet;
- Le site à l'étude (géographie et milieu physique) et les particularités, biefs, écluses, etc.;
- L'étendue de l'AIB (c.-à-d. les limites physiques du territoire du Canal-de-Lachine et de l'AIB qui seront couverts par l'AIB);
- Le contexte législatif fédéral, provincial et municipal qui s'applique au projet (lois, règlements et politiques);
- Une description des différents types d'intervention qui seront effectuées (section 2). Puisque les plans et devis seront réalisés parallèlement, l'Entrepreneur sera appelé à mettre à jour continuellement la portée et la description des travaux et l'AIB;
- L'identification des composantes du milieu physique, biologique, humain et des éléments de nature patrimoniale;
- La liste et la nature des études, analyses et autres travaux qui seront utilisés en support à cette analyse environnementale;
- Les lacunes au niveau de l'information disponible pour la description du milieu qui pourraient nécessiter des travaux complémentaires d'inventaire ou de caractérisation (non inclus dans le présent mandat) afin de compléter la description du site et des composantes de l'environnement. Tout au long de l'AIB, au fur et à mesure que l'Entrepreneur prendra connaissance de la documentation, du site, des types d'intervention et de leur localisation sur le canal, et de toute autre information pertinente qui pourrait lui être transmise, il devra identifier les nouvelles lacunes le cas échéant;
- Les éléments exclus, le cas échéant;
- Les composantes qui demeureront incertaines à la fin de l'AIB préliminaire et qui devront être réévaluées pour l'AIB finale;
- La localisation du site à l'étude sur des cartes et les limites de l'AIB.

Une rencontre de travail est prévue dans les locaux de l'APC à Montréal pour discuter de la portée de l'AIB afin de recueillir les commentaires de SPAC et l'APC.

Au cours de cette étape, l'Entrepreneur produira :

- 1) Deux (2) comptes rendus de la réunion de démarrage et de travail;
- 2) La portée, c.-à-d. les premières sections du rapport de l'AIB en version préliminaire. Ces sections seront corrigées pour intégrer les commentaires de SPAC et de l'APC, après la rencontre de travail et tout au long des travaux de l'AIB à la demande de SPAC afin que la portée reflète le plus fidèlement possible l'avancement des travaux par l'Entrepreneur.

3.1.2 Description du milieu récepteur

L'Entrepreneur documentera et décrira les milieux récepteurs touchés par les travaux de réfection des murs du canal et environnant à partir de l'information existante et/ou fournie

ultérieurement par l'APC (voir section 5) et par SPAC, et celles qu'il devra trouver lui-même. Il pourrait être appelé à se rendre à plusieurs reprises dans les locaux de l'APC, entre autres, dans la région de Montréal (centre-ville ou Chambly) afin de consulter certains documents. Dans la perspective que de l'information supplémentaire soit requise, il devra intégrer celle-ci fournie par SPAC à la suite des lacunes identifiées au moment d'établir la portée des travaux ou ultérieurement au cours de son mandat. L'Entrepreneur a la responsabilité d'effectuer des visites de terrain (au moins 5 jours minimalement) afin de valider les informations existantes sur l'ensemble du canal et d'identifier les besoins d'en obtenir de nouvelles afin d'améliorer le niveau de précision de l'AIB. Tout au long du mandat, à la lumière d'information supplémentaire ou complémentaire en lien avec le projet ou encore de nouveaux types d'intervention, l'Entrepreneur procédera à la mise à jour de la description du milieu récepteur ou encore identifiera de nouvelles lacunes.

L'Entrepreneur devra présenter une description complète du milieu récepteur. Sans s'y limiter, les éléments suivants devront être considérés pour les milieux terrestres, aquatiques, humains et patrimoniaux :

- Description du milieu physique (topographie, géologie, dépôts meubles, etc.);
- Description du milieu naturel aux emplacements des infrastructures (biefs, écluses, digues, etc.);
- Description du canal (bathymétrie, caractérisation physique du plan d'eau, régimes hydraulique et des glaces, abaissement du niveau d'eau, etc.);
- Potentiel d'habitats et vérification de la présence d'espèces en péril;
- Description des zones et/ou milieux sensibles;
- Description de la qualité des sols en bordure du canal et des sédiments;
- Caractérisation de la végétation aquatique et riveraine (type de végétation, abondance relative, prédominance, densité, etc.);
- Description physique et biologique de l'habitat du poisson : documentation à partir de la théorie, d'observation visuelle et des études disponibles, de la qualité de l'eau, des caractéristiques biologiques de l'eau, d'espèces de poissons, d'espèces à statut, de la faune benthique;
- Cartographie des milieux récepteurs;
- Sites historiques patrimoniaux et architecturaux valorisés;
- Usage des terres et des ressources par les autochtones;
- Usage des terres et des ressources par la population.

Une rencontre de travail dans les locaux de l'APC à Montréal pour discuter de la description du milieu de l'AIB avec une visite sur le terrain pour discuter de certains enjeux sont prévues au cours de cette étape (1 journée).

Au cours de cette étape, l'Entrepreneur produira :

- 1) Un compte rendu de la réunion de travail;
- 2) Une mise à jour de l'AIB préliminaire intégrant la description du milieu récepteur, (éléments énoncés à la section 3.1.2). Puis ces sections du rapport seront corrigées pour intégrer les commentaires de SPAC et de l'APC, après la rencontre de travail et tout au long des travaux de l'AIB à la demande de SPAC, afin que la description du milieu récepteur reflète le plus fidèlement possible l'avancement des travaux par l'Entrepreneur.

3.1.3 Analyse d'impact environnemental préliminaire

L'AIB exige que l'Entrepreneur réalise une analyse d'impact environnemental de tous les types de travaux de réfection et de leur variante afin d'en déterminer les impacts négatifs potentiels en

réponse aux exigences des articles 5 et 67 de la LCÉE, proposer des mesures d'atténuation à ces impacts au besoin et conclure sur l'importance des impacts environnementaux résiduels.

Le rapport d'AIB du projet préliminaire identifiera les composantes valorisées de l'environnement (CVE), détaillera l'analyse dans l'espace et dans le temps de chaque CVE, présentera les impacts environnementaux négatifs appréhendés par le projet et proposera des mesures en vue d'atténuer ces impacts pour chaque type d'intervention de façon séparée. L'Entrepreneur doit également tenir compte que les impacts pourraient, sans s'y limiter, varier le long du canal pour un même type d'intervention, selon les variantes, les méthodes de travail ou dans le temps, selon la saison, etc.

L'Entrepreneur pourrait être appelé à effectuer plusieurs mises à jour ponctuelles de son AIB préliminaire, avant la mise à jour finale de son rapport pour intégrer de nouvelle information ou encore pour évaluer les impacts de nouveaux types d'intervention, d'une variante sur un type d'intervention déjà analysé ou d'un nouveau site le long du canal présentant de nouveaux enjeux, et ce, au fur et à mesure qu'ils seront connus.

L'Entrepreneur doit également considérer que la réfection sera réalisée de façon différente selon la nature des murs du canal, les travaux à effectuer, le moment de l'année, à partir de l'eau, de la terre ferme ou encore lorsque le niveau d'eau du canal est abaissé, etc. Il pourrait être nécessaire de retourner sur le terrain à plusieurs reprises tout au long du mandat suite à la transmission de nouvelle information par l'APC ou SPAC, entre autres, pour de nouveaux types d'intervention, des modifications apportées à certain type d'interventions ou méthode de travail ou dans de nouveaux secteurs.

Sans s'y limiter, les éléments liés à l'évaluation des impacts potentiels du projet sont :

- Les impacts environnementaux du projet en fonction de chacune des types d'intervention et des variantes et des sites concernés;
- Les impacts environnementaux cumulatifs de la réalisation du projet, et ceci combinés à l'existence d'autres ouvrages ou à la réalisation d'autres projets ou activités;
- L'importance des impacts individuels et cumulatifs;
- Les mesures d'atténuation des impacts environnementaux importants qui sont réalisables sur les plans technique et économique;
- Au besoin, la nécessité d'un programme de suivi du projet ainsi que ses modalités de base;
- Les gains ou pertes d'habitat du poisson, le cas échéant incluant le calcul des superficies et la mise en plan;
- Les entraves à la navigation;
- Les coupes d'arbres et retrait de la végétation pour accéder aux sites des travaux ou dans les murs du canal;
- Les espèces touchées par le projet;
- Les types d'habitats touchés et l'estimation de la superficie des zones touchées;
- Les stades biologiques des espèces de poissons touchés;
- La description de l'impact appréhendé :
 - Probabilité de l'impact
 - Ampleur de l'impact
 - Étendue géographique de l'impact
 - Durée de l'impact
- Tout autre élément utile.

Pour chacune des composantes sur chacun des sites du projet, l'Entrepreneur devra considérer les activités en lien avec les travaux proposés sans s'y limiter :

- Préparation des sites en prévision de la réfection des murs;
- Types d'intervention et localisation incluant toutes les variantes;
- Défaillances, accidents, bris ou pannes lors de la réalisation des travaux.

L'Entrepreneur doit prévoir au minimum trois rencontres (3) de travail d'une journée dans les locaux de l'APC à Montréal ou de SPAC à Québec pour discuter de la portée des travaux avec les ingénieurs de conception. Ces rencontres seront importantes pour permettre à l'Entrepreneur de s'enquérir de l'information la plus récente sans s'y limiter sur les types d'intervention et les méthodes de travail à évaluer, la localisation des travaux sur le canal, discuter des enjeux, des mesures d'atténuation proposées, le format attendu pour l'intégration des mesures au devis, etc.

Le rapport préliminaire d'AIB présentera, les éléments mentionnés précédemment et sans s'y limiter, les éléments suivants :

1. Justification du projet (nécessité et raison d'être);
2. Le contexte réglementaire fédéral et provincial dans lequel s'inscrit le projet;
3. La portée de l'AIB, c'est-à-dire la description des composantes principales et connexes qui seront évaluées telle que définie à la section 3.1.1;
4. La description générale du projet (travaux à effectuer) sur l'ensemble du canal et une description détaillée d'une quinzaine de types d'intervention et de leur variante (méthodologie, réalisation des travaux, méthode de travail, échancier de réalisation, localisation sur le canal), etc. avec plans et croquis pour chaque type de travaux;
5. La description du milieu récepteur (composantes biophysiques, humaines et patrimoniales) tel que défini à la section 3.1.2;
6. La description de la méthodologie d'évaluation des impacts environnementaux;
7. L'évaluation des impacts négatifs du projet, la description des mesures d'atténuation et l'analyse des impacts résiduels;
8. L'analyse des impacts négatifs cumulatifs selon le Guide de référence : Évaluer les effets environnementaux cumulatifs, disponible à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.
9. La description d'un programme de surveillance des travaux;
10. La description d'un programme de suivi, le cas échéant;
11. La décision des autorités responsables;

En annexe :

12. Sections de devis résumant l'ensemble des mesures d'atténuation pour chaque type d'intervention et leur variante. Ces fiches seront des documents autonomes qui seront utilisés par le SPAC dans les devis et pourraient être utilisées dans le futur par l'APC pour d'autres projets;
13. Les fiches de surveillance environnementale des travaux, indiquant toutes les mesures d'atténuation à mettre en œuvre pour chaque type d'intervention de travaux;
14. Rapports et photographies du site (minimum 50) prises lors des visites de terrain afin d'illustrer les composantes du milieu, CVE et certains enjeux.

Cartographie:

Un plan de localisation générale, et au moins deux à trois jeux de plusieurs cartes de localisation en format A0 ou 11X17 du site, avec photo-aérienne en fond de plan, à l'échelle 1 : 2000 au minimum de l'ensemble du canal, avec identification de toutes les infrastructures pour illustrer :

- 1) Les composantes physiques, biologiques, humaines et patrimoniales du milieu;

- 2) La localisation de tous les types d'interventions et l'identification sur la carte des mesures d'atténuation selon la nature des travaux, variante, enjeux, saison et/ou selon la localisation géographique et/ou l'échéancier.

Des cartouches (agrandissements) 1 : 500 pourraient être nécessaires sur certains plans, selon les besoins, pour présenter certaines portions du canal avec des enjeux particuliers.

3.1.4 Rapport d'analyse d'impact de base final

Il pourrait s'écouler plusieurs mois entre le rapport d'AIB préliminaire et finale. Au cours de cette période, l'Entrepreneur sera appelé à mettre à jour son AIB à la lumière de nouvelle information disponible, ou encore pour évaluer les impacts de nouveaux types d'intervention, d'une variante sur un type d'intervention déjà analysé ou d'un nouveau site le long du canal présentant de nouveaux enjeux, et ce, au fur et à mesure qu'ils seront connus à partir des plans et devis et description de projet fourni par SPAC. Lorsque tous les types d'intervention seront connus et localisés, l'Entrepreneur sera invité à mettre à jour le rapport d'AIB afin de produire la version finale de l'étude.

3.1.5 Rencontres de travail et visites de terrain

Tout au long de la réalisation de l'AIB, sans s'y limiter, l'Entrepreneur et son personnel qui sera impliqué de près dans le mandat seront appelés à participer à plusieurs rencontres téléphoniques et en personnes dans les locaux de l'APC ou de SPAC à Québec ou à Montréal et à effectuer plusieurs visites sur le terrain.

Sans s'y limiter, minimalement, les rencontres suivantes en personne sont prévues :

- Rencontre de démarrage au début de l'AIB;
- Rencontre de travail pour discuter de la portée de l'AIB;
- Rencontre de travail pour discuter de la description du milieu;
- Rencontres de travail (3 minimalement) pour discuter des types d'intervention, des méthodes de travail, des variantes, de la localisation des travaux, des mesures d'atténuation, etc.;
- Au moins une rencontre en personne pour tous les travaux complémentaires et optionnels (sections 3.2 à 3.9);
- Autres rencontres de travail exigées par SPAC.

Sauf indication contraire écrite de SPAC, l'Entrepreneur doit rédiger et distribuer aux participants les comptes rendus pour toutes réunions auxquelles il participe. Ce dernier doit aussi considérer qu'une version préliminaire des comptes rendus sera transmise aux participants pour revue, et que les commentaires devront être intégrés de manière adéquate au compte rendu avant sa version finale.

Pour chacun des sujets traités, le compte rendu doit résumer les principaux commentaires échangés ainsi que les décisions et actions prises ou à prendre accompagnées des responsabilités et des échéanciers associés.

SPAC fera une revue des comptes rendus qui comprendra un examen de la qualité du produit qui inclut, sans s'y limiter, la clarté et l'organisation du texte, l'orthographe et la syntaxe. La version préliminaire des comptes rendus doit être préparée et soumise comme s'il s'agissait de la version finale. En principe, les comptes rendus en version préliminaire doivent être soumis à SPAC en

format électronique MS WORD tandis que la version finale doit être soumise en format MS WORD et Adobe Acrobat (PDF).

Sans s'y limiter, l'Entrepreneur doit prévoir plusieurs visites de terrain et il devra s'y rendre aussi souvent que nécessaire afin de vérifier l'information disponible dans les études antérieures, entre autres, pour la description du milieu pour documenter les impacts anticipés au fur et à mesure que les types d'intervention seront disponibles.

Sans s'y limiter, l'Entrepreneur doit prévoir minimalement pour l'AIB 7 jours complets de visites sur le terrain en personne avec son personnel :

- Lors de la rencontre de démarrage au début de l'AIB pour se familiariser avec le site;
- Lors de la rencontre de travail pour la description du milieu;
- Minimalement à 5 reprises à tout moment au cours de l'AIB pour documenter et valider sans s'y limiter, les types d'intervention, méthodes de travail, variantes, localisation des travaux, etc.;
- Pour tous les travaux complémentaires et optionnels (sections 3.2 à 3.9);
- À la demande de SPAC.

Minimalement, les cinq (5) visites de l'Entrepreneur pour documenter et valider sans s'y limiter, les types d'intervention, méthodes de travail, variantes, localisation des travaux, etc. devront faire l'objet d'un rapport-lettre dans lequel l'Entrepreneur devra identifier l'objectif poursuivi lors de la visite, les portions du canal étudiées, les personnes présentes, et des photographies (minimum 10 par jour/visite.). Tel que mentionné précédemment, il pourrait être nécessaire à l'Entrepreneur de retourner sur le terrain à plusieurs reprises tout au long du mandat suite à la transmission de nouvelle information par l'APC ou SPAC, entre autres, pour des nouveaux types d'intervention ou variante, etc.

3.2 Travaux complémentaires à l'AIB

En principe, l'Entrepreneur devrait être en mesure de réaliser l'AIB à partir de l'information existante. Toutefois, au moment d'établir la portée des travaux ou de réaliser l'AIB, il pourrait identifier certaines lacunes au niveau de l'information nécessaire pour réaliser adéquatement l'AIB. Dans cette perspective, l'Entrepreneur devra faire une demande précise par écrit auprès du chargé de projet de SPAC en précisant le besoin. Si l'information manquante est jugée pertinente, l'Entrepreneur recevra l'autorisation de SPAC pour procéder à l'élaboration d'un protocole détaillé afin de se procurer l'information supplémentaire.

Le produit livrable devra contenir sans toutefois s'y limiter :

- Contexte;
- Objectifs;
- Protocole d'échantillonnage détaillé incluant l'identification de la zone d'étude, la nature de l'échantillonnage (pêche/poisson, caractérisation sols/sédiments, inventaire faunique, espèces, etc.), le nombre de stations et/ou échantillons et/ou analyse, etc., les Guides, etc.;
- Plan de localisation, photographie, etc.;
- Livrable recherché.

Les travaux complémentaires seront réalisés par SPAC. Le document produit en format électronique par l'Entrepreneur devra être suffisamment précis pour permettre à SPAC de mandater un consultant afin de recueillir l'information recherchée. Lorsqu'elle sera disponible, cette dernière sera remise à l'Entrepreneur afin qu'il puisse l'intégrer à son AIB. Tous les frais de

L'Entrepreneur pour la coordination, préparation de protocole et d'intégration à l'AIB sont inclus dans ce service.

3.3 Expertise au niveau du contrôle de la végétation

L'Entrepreneur produira un rapport spécifique afin de proposer des options et d'émettre des recommandations pour le contrôle de la végétation qui se développe autour et dans les murs du canal (plantes herbacées, arbustes et arbres, ainsi que les plantes envahissantes). Pour ce faire, il devra documenter la problématique rencontrée par l'APC, le type de végétation à contrôler, les moyens de contrôle, les moyens pour éliminer les souches lors d'abattage d'arbre dans et au-dessus des murs du canal lors de travaux par exemple, le contexte réglementaire, et proposer des options et démontrer les avantages/inconvénients de chacune d'elles.

Ainsi, l'entrepreneur doit avoir une bonne compréhension de la problématique ainsi que des enjeux afin de proposer des solutions adéquates, en tenant compte des enjeux patrimoniaux, réglementaires et environnementaux.

Le produit livrable attendu est un rapport incluant :

- Description du contexte et de la problématique;
- Revue de littérature des moyens de contrôle potentiels et réalistes à utiliser par l'APC;
- Les options suggérées avec leurs avantages/inconvénients ainsi que le contexte réglementaire;
- Recommandations complètes avec instructions précises sur les méthodes d'intervention et faisables pour répondre à la problématique.
- Photographies prises sur le site pour illustrer la problématique, croquis, illustration, etc.

3.4 Fiches - Pratique exemplaire de gestion (PEG)

Pour tous les types d'intervention, l'Entrepreneur devra préparer pour utilisation ultérieure par l'APC des fiches de *Pratiques exemplaires de gestion* (PEG). En plus des grands types d'intervention et de leur variante identifiée dans l'AIB, l'Entrepreneur sera appelé à effectuer à la demande de SPAC des fiches sur des thèmes précis comme l'enlèvement de la végétation ou encore d'espèces en péril. L'APC fournira un exemple de fiche à la rencontre de démarrage. Le format exact et le nombre de fiche puisque certains types d'intervention pourront être regroupés seront discutés entre l'Entrepreneur et les représentants de SPAC et de l'APC lors de la rencontre de travail. Chacune des fiches devra comporter minimalement l'information suivante sans toutefois s'y limiter:

- Description détaillée des travaux (méthodologie, etc.);
- CVE concernée(s) avec carte au besoin;
- Tableau avec chaque type d'intervention et interaction avec lois/règlement/CVE, etc.
- Analyse des impacts;
- Mesure(s) d'atténuation;
- Fiche de surveillance environnementale;
- Exemple de plan et devis, photographies, etc. en annexe.

Services optionnels

3.5 Analyses des impacts sur un type d'intervention supplémentaire

Dans le cadre de l'AIB (section 3.1), l'Entrepreneur est tenu d'analyser minimalement une quinzaine de type d'intervention incluant les variantes de réfection des murs du Canal-de-Lachine à partir des plans et devis qui lui seront transmis par SPAC. Toutefois, SPAC pourrait demander à l'Entrepreneur d'analyser un nouveau type d'intervention après avoir déposé son rapport final d'AIB. Le cas échéant, l'Entrepreneur devra produire un rapport sous forme de lettre incluant l'information suivante :

- Description détaillée des travaux (méthodologie, variantes, échéancier de réalisation, etc.);
- Plan et devis et plan de localisation;
- CVE concernée(s) avec carte;
- Analyse des impacts environnementaux, cumulatifs et résiduels, etc.;
- Mesure(s) d'atténuation;
- Fiche de surveillance environnementale;
- Fiche – Pratique exemplaire de gestion.

3.6 Rapport de surveillance des mesures d'atténuation

L'Entrepreneur, à la demande de SPAC, pourrait être appelé à vérifier la mise en place et l'efficacité des mesures d'atténuation. Ainsi, l'entrepreneur sera invité à visiter un chantier (1 à 2 journées de terrain) afin de documenter que toutes les mesures d'atténuation prévues pour un type d'intervention sont respectés.

Le produit livrable est un rapport-lettre de surveillance des mesures d'atténuation qui devra identifier l'objectif poursuivi lors de la visite, les portions du canal étudiées, les personnes présentes et rencontrées, les enjeux environnementaux, les mesures d'atténuation qui n'ont pas été respectées avec des explications et des photographies (minimum 20). Le rapport-lettre doit contenir la fiche de surveillance complétée.

3.7 Recherche d'un projet de compensation d'habitat du poisson

Il est possible que la Direction de la gestion de l'habitat du poisson (DGHP) de Pêches et Océans Canada soit d'avis qu'il y a une perte d'habitat du poisson occasionnée par certains travaux de réfection des murs du Canal-de-Lachine et qu'un projet de compensation doit être identifié et décrit par l'APC. Le projet devra permettre de compenser les superficies d'habitat perdues, être accepté par la DGHP et conduire à l'émission de l'*Autorisation pour des ouvrages ou entreprises modifiant l'habitat du poisson* en vertu de la *Loi sur les pêches*. L'Entrepreneur pourrait être appelé à participer à des rencontres ou des appels conférences afin d'exposer ses idées de projet de compensation auprès des gens de la DGHP ou encore de SPAC et de l'APC.

Le produit livrable est un rapport concernant le projet de compensation qui devra présenter, sans s'y limiter :

1. Les raisons d'être du projet de compensation;
2. L'effort et la stratégie de recherche déployés pour trouver un projet;
3. Les projets susceptibles de présenter un intérêt (minimalement 3), l'option retenue et les arguments démontrant le bienfondé de cette option;
4. Une description des fonctions biologiques qui seront rétablies par le projet;
5. Une description de l'état de référence du site;
6. Une description détaillée du projet incluant la superficie de l'habitat restaurée, si nécessaire les espèces implantées, les besoins en matériel, la période des travaux, etc.;
7. Les personnes contactées et les documents;
8. La carte de localisation, schémas, plans, photographies et toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet.

3.8 Avis d'experts

L'Entrepreneur pourrait être appelé à la demande de SPAC à produire différents avis en lien avec l'AIB, les données utilisées dans le cadre de cette étude ou encore les mesures d'atténuation proposées. À titre d'exemple, l'Entrepreneur pourrait être appelé à fournir un avis sur la gestion spécialisée d'une CVE afin de limiter les impacts sur cette dernière.

Le produit livrable est un rapport lettre d'une dizaine de pages environ avec en annexe les documents de support. Ce dernier devra contenir, sans toutefois s'y limiter :

- Contexte;
- Objectifs;
- Revue de littérature;
- Discussions et solutions proposées;
- Recommandations;
- Plan de localisation, tableau, croquis, photographie, etc.

3.9 Divers - honoraires

L'entrepreneur pourrait être appelé à la demande de SPAC à effectuer certaines tâches en lien avec l'AIB, les données utilisées dans le cadre de cette étude ou encore les mesures d'atténuation proposées. À titre d'exemple, l'Entrepreneur pourrait être appelé à préparer une lettre ou un autre type de document en lien avec le mandat.

Le produit livrable et l'effort de travail seront déterminés au cas par cas.

3.10 Spécificités aux livrables et au mandat

Des instructions particulières quant au contenu des produits livrables et l'organisation des informations pourront aussi être transmises subséquemment à l'Entrepreneur par SPAC.

Toutes les communications et les rencontres seront en français. Tous les livrables devront être rédigés en français, toutefois, tous les documents qui seront intégrés aux devis (ex. mesures d'atténuation, clauses environnementales, figures, plans ou autres documents jugés nécessaires par SPAC) devront être traduits en anglais.

Versions préliminaires

SPAC et l'APC effectueront une revue des produits livrables afin de déterminer si ces derniers respectent les exigences du présent mandat. Entre autres, cette revue comprendra un examen de la qualité du produit qui inclut, sans s'y limiter, la clarté et l'organisation du texte, l'orthographe et la syntaxe, ainsi qu'un examen des informations d'ordre technique et scientifique et des conclusions afin de s'assurer qu'elles sont complètes, précises et appropriées.

Sauf indication contraire écrite de SPAC, la version préliminaire des produits livrables doit être préparée et soumise à SPAC comme s'il s'agissait de la version finale, et ce tant au niveau du contenu que de la qualité.

S'il est jugé que le contenu et/ou la qualité du produit livrable soumis par l'Entrepreneur n'est pas acceptable ou ne respecte pas les exigences établies par le présent mandat, SPAC se réserve le

droit de demander à l'Entrepreneur de lui soumettre d'autres versions préliminaires dans les délais qui seront établis par SPAC, et ce tant que le produit livrable n'est pas jugé satisfaisant.

L'Entrepreneur doit indiquer clairement sur le produit livrable qu'il s'agit d'une version préliminaire et préciser le numéro de la version du produit qui est soumis. Chaque version préliminaire doit posséder un numéro qui lui est propre et qui est séquentiel pour un même produit. L'Entrepreneur pourrait être appelé à produire plusieurs versions préliminaires afin d'intégrer l'information la plus récente, l'ajout de nouveau type d'intervention ou encore pour intégrer de nouveaux commentaires.

Sauf indication contraire écrite de SPAC, le produit livrable doit être remis pour revue à SPAC en format électronique Adobe Acrobat (PDF) permettant l'ajout de commentaires et MS WORD EXCEL ou AUTOCAD. L'Entrepreneur doit aussi s'assurer de soumettre le produit livrable en un seul fichier électronique lorsque cela est possible, ou d'en minimiser le nombre.

Versions finales

Les versions finales doivent inclure toutes les modifications demandées par l'équipe de SPAC et porter la signature du personnel chargé du projet de l'Entrepreneur. Dans le cas où ce dernier n'intègre pas certaines modifications, une justification sera demandée.

Les rapports finaux doivent d'abord être soumis en version complète PDF pour approbation avant impression finale. Cette version complète PDF doit être reçue 10 jours ouvrables après la transmission des commentaires finaux de SPAC.

S'il est jugé que le contenu et/ou la qualité du produit livrable soumis par l'Entrepreneur diffère de la dernière version préliminaire soumise, qu'il n'est pas acceptable ou qu'il ne respecte pas les exigences établies par le présent mandat, SPAC se réserve le droit de demander à l'Entrepreneur de lui soumettre d'autres versions finales dans les délais qui seront établis par SPAC, et ce tant que le produit livrable n'est pas jugé satisfaisant.

Sauf indication contraire de SPAC, les versions finales des produits livrables doivent être remises en un seul document à SPAC en six (6) exemplaires de format papier relié recto verso de 8.5 po par 11 po à l'exception des encarts qui peuvent être imprimés sur du papier 8.5 po par 17 po.

Les photographies et cartes doivent être imprimées sur un seul côté du papier et en couleur.

Tous les rapports doivent inclure en pochette un CD-ROM qui comprend un fichier Adobe Acrobat (PDF) unique du produit livrable incluant toutes les annexes, données, résultats, analyses et autres documents ou informations qui font intégralement partie de celui-ci. Le contenu et la mise en page du fichier PDF doivent être identiques à celles du produit livrable imprimé.

Les versions finales doivent aussi être soumises sur 6 CD-ROM en format électronique MS WORD, ainsi que MS EXCEL ou AUTOCAD tel qu'il aura été convenu selon les conditions d'utilisation de ces logiciels qui auront été établies par SPAC pour chacun des produits livrables.

4. DOCUMENTATION DISPONIBLE

Les documents suivants, sans toutefois s'y limiter, seront mis à la disposition de l'Entrepreneur au début des travaux pour la réalisation de son AIB. Certains documents devront être consultés

sur place, uniquement dans les locaux de l'APC. Plusieurs documents sont très volumineux et contiennent des annexes. Les soumissionnaires ne doivent pas sous-estimer la charge de travail pour prendre connaissance de l'ensemble de la documentation disponible.

Études environnementales :

- Rapport d'examen préalable substitut relatif aux ouvrages courants en milieu aquatique (2011);
- Évaluation environnementale, Création de deux nouveaux bassins du havre (2010);
- Évaluation environnementale, Stabilisation du mur dans le secteur du vieux canal (2010);
- Autres études disponibles.

Études de caractérisations des sols ou des sédiments :

- Une centaine de fiches synthèses des différentes parcelles localisées de part et d'autre du canal indiquant la nature de la contamination des sols et des sédiments. L'entrepreneur sera appelé à regarder chacune des fiches et au besoin les rapports (plus d'une centaine) de phase I, II et/ou III et d'analyses de risques en lien avec chacune des fiches synthèses.
- Caractérisation environnementale des sédiments du Canal-de-Lachine (2006) ;
- Plusieurs études (± 100) de caractérisations de sols et de sédiments.

Inventaires :

- Inventaire faunique et floristique du Canal-de-Lachine (2009);
- Végétation du Canal-de-Lachine, fichier avec inventaire préliminaire à vérifier sur la végétation du canal à intégrer aux plans de l'AIB;
- Fichier Excel pour écoute des chauves-souris avec carte ;
- Plusieurs inventaires fauniques et floristiques.

Plans et concepts :

- Réfection des murs du Canal-de-Lachine, Dessau, 2014;
- Plans Autocad du canal avec limites de propriété.

5. SANTÉ ET SÉCURITÉ

En acceptant ce contrat, l'Entrepreneur s'engage à :

- Respecter en tout temps les dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et le *Code de sécurité pour les travaux de construction*;
- Aviser ses travailleurs qu'ils ont le droit de refuser tout travail qui comporte un danger pour leur santé ou leur sécurité;
- Vous assurez que vos travailleurs ont reçu la formation et l'information nécessaire pour exécuter les travaux de façon sécuritaire et que tous les outils et équipements de protection requis sont disponibles, conformes aux normes, aux lois et aux règlements en vigueur;
- Délimiter l'aire de travail et en contrôler l'accès;
- En cas d'incident imprévu, prendre toutes les mesures nécessaires, incluant l'arrêt des travaux, pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs et du public (communiquer sans délai avec TPSGC).

En prévision des visites sur le terrain pour toutes les activités prévues au mandat, l'Entrepreneur devra présenter un Programme de santé et sécurité adapté aux travaux de terrain à effectuer. Le Programme de santé et sécurité de l'Entrepreneur sera évalué par SPAC en fonction des exigences du mandat, des travaux à effectuer et les dangers connus ou anticipés liés aux sites. Après révision du programme par SPAC, il est possible que des demandes de modifications soient demandées à l'Entrepreneur. Cet examen ne doit pas être interprété comme une approbation du programme ni conforme à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de la province de Québec et ses règlements ni ne dégage l'Entrepreneur de ses obligations envers cette même loi.

6. ACCÈS AU SITE ET AUX CHANTIERS

L'Entrepreneur doit fournir l'équipement et le matériel nécessaire pour l'ensemble de son mandat incluant sans s'y limiter, véhicule, équipements de terrain, système précis de localisation et de mesurage, etc. L'Entrepreneur est également responsable d'obtenir les autorisations, si requises, pour accéder au site pour les travaux et relevés de terrain.

7. CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION

Toute l'information reçue dans le cadre du présent mandat demeure la propriété de SPAC. Elle ne doit pas être utilisée à d'autres fins ni diffusée sans autorisation préalable. Cette mesure s'applique pour toutes les formes de documents, y compris les versions électroniques

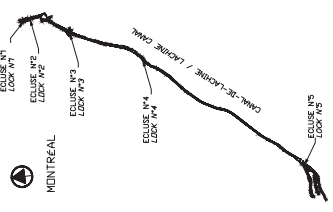


Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

Appendice 1

En pièce jointe



SCÉAUX	PLAN CLE	SEALS
--------	----------	-------

00	AUTORISE POUR SOUMISSION AUTHORISED FOR TENDER	2014-04-21
B	POUR COMMENTAIRES – 99%	2014-03-21
A	POUR COMMENTAIRES – 50%	2014-02-11
révisions	FOR COMMENTS – 50%	



Projet	Projet
PARCS CANADA	
PARCS CANADA	
	MONTREAL
	CANAL - DE - LACHINE
	LACHINE CANAL

DESIGN DRAWING

STRUCTURE
STRUCTURE

REPLACEMENT DU MUR
DE COURONNEMENT

REPLACING OF THE
CONCRETE CROWNING WALL

[illegible]








NOTE:

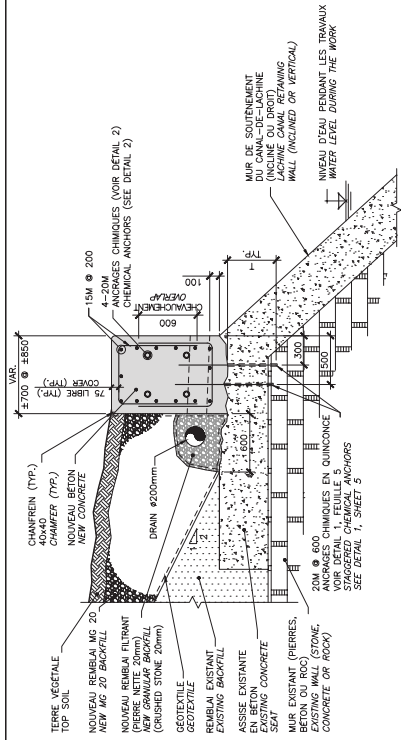
- 1- DEMANDANT L'ÉTAT DE L'ASSISE QUI SURVEILLE LES TRAVAUX DÉTERMINERA SI C'EST LA COUPE "A" OU LA COUPE "B" QUI DOIT ÊTRE RÉALISÉE.

DEPENDING OF THE STATE STATE, THE SITE SUPERVISOR WILL DETERMINE WHICH SECTION "A" OR "B" MUST BE DONE.
- 2- JONCT. DE CONSTRUCTION REQUIS AU 10 m AVEC GAINÉ D'EXPANSION EN THERMOPLASTIQUE SUR UNE DES CÔTES.

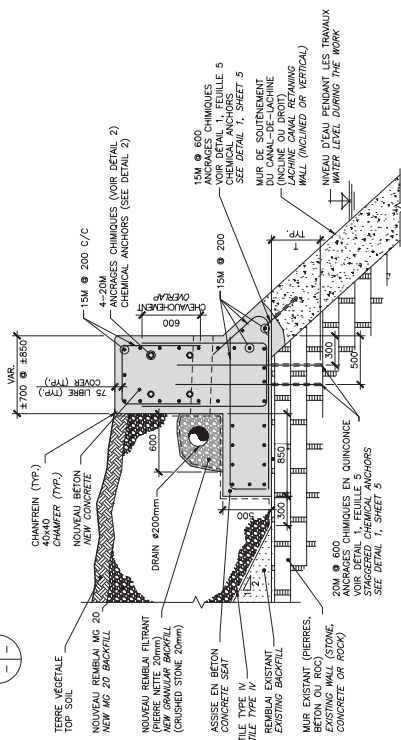
CONSTRUCTION JOINT ARE REQUIRED EACH 10 m WITH EXPANSION THERMOPLASTIC TUBE ON ONE SIDE.

LÉGENDE/ LEGEND:

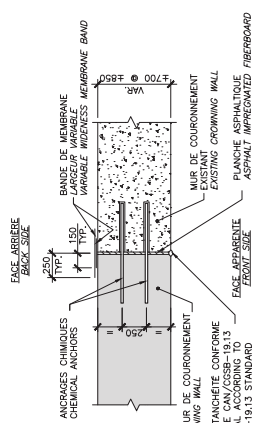
- | | |
|---|---|
|  | NOUVEAU BÉTON
NEW CONCRETE |
|  | NOUVEAU REMBLAI (PIERRE NETTE)
NEW GRANULAR BACKFILL (CRUSHED STONE) |
|  | NOUVEAU REMBLAI (MG 20)
NEW BACKFILL (MG 20) |
|  | BÉTON EXISTANT
EXISTING CONCRETE |
|  | REMBLAI EXISTANT
EXISTING BACKFILL |
|  | TERRE VÉGÉTALE
TOP SOIL |
|  | MUR EXISTANT
(PIERRES, BÉTON OU ROC)
EXISTING WALL
(STONE, CONCRETE OR ROCK) |

RECONSTRUCTION / RECONSTRUCTION

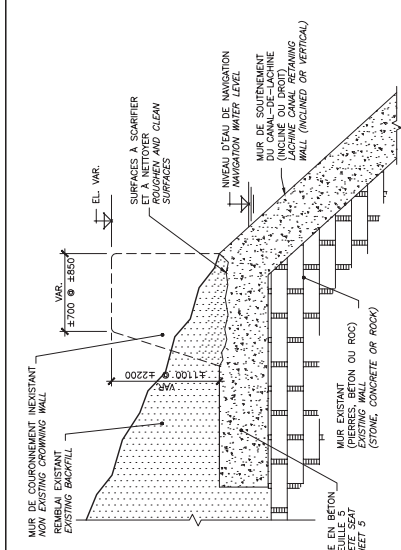
ECH./SCALE 1:25



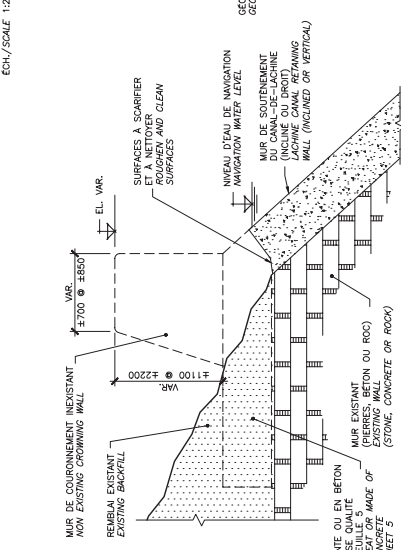
RECONSTRUCTION / RECONSTRUCTION

COUPE/SEC
SCV / SCALE 1.25

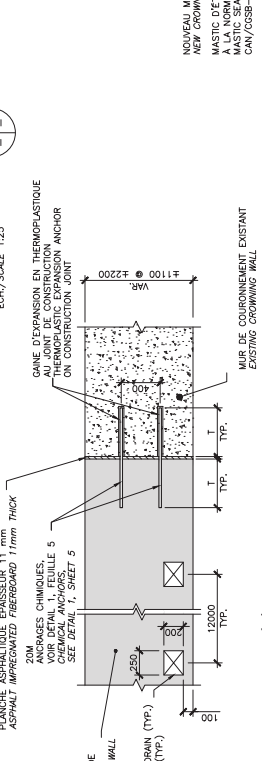
PLAN DE MUR DE COURONNEMENT
CROWNING WALL PLAN

EXISTANT / EXISTING

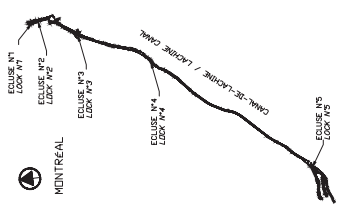
ECH./SCALE 1:25



EXISTANT / EXISTING

COUPE/SEC
SCV / SCALE 1.25

ÉLÉVATION DE MUR DE COURONNEMENT
CROWNING WALL ELEVATION



PLAN CLE

00	AUTORISE POUR SQUIMSSION AUTHORISED FOR TENDER	2014-04-25-25	data
B	POUR COMMENTAIRES -- 99% FOR COMMENTS -- 99%	2014-03-21	
A	POUR COMMENTAIRES -- 50% FOR COMMENTS -- 50%	2014-02-18	



Project	Projet
PARCS CANADA	PARCS CANADA
MONTREAL	MONTREAL
CANAL-DE-LACHINE	CANAL-DE-LACHINE
LACHINE CANAL	LACHINE CANAL

**STRUCTURE
STRUCTURE**

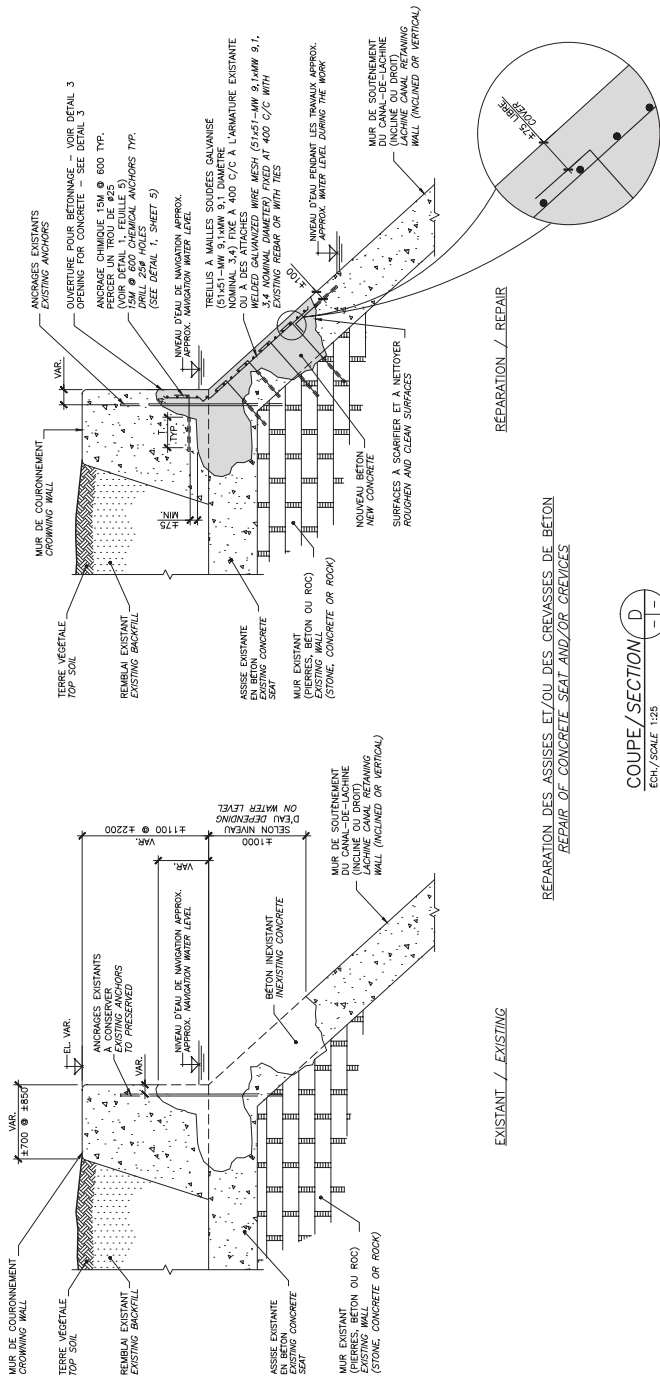
**RÉPARATION DES ASSISES ET/OU
DES CREVASSES DE BÉTON**

**REPAIR OF CONCRETE SEAT
AND/OR CRACKS.**

Conçu par	Christine Lacasse, ing.	Designed by	2014-04-28
Dessiné par	Guy Forget/Luan Muhaxhiri	Drawn by	2014-04-28
Approuvé par		Approved by	

Submission	Tender
Dominic Pierre, ing. Administrateur de projets APC	2014-04-28 PCA Project Manager
No de projet CL-RMUR-2014	No de contrat 1401

CLAC-RMUR-1401-08	File name	No de classement
CL-32-107.08	File name	08/11

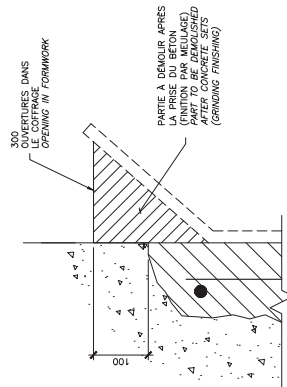


EXISTANT / EXISTING

RÉPARATION / REPAIR

RÉPARATION DES ASSISES ET/OU DES CREVASSES DE BÉTON
REPAIR OF CONCRETE SEAT AND/OR CREVICES

COUPE/SECTION



DÉTAIL -- OUVERTURE POUR BÉTONNAGE
DETAIL -- OPENING FOR CONCRETE

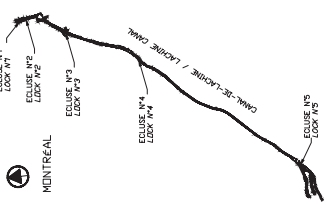
DETAIL

ECH./SCALE 1:5

3

LÉGENDE / LEGEND:

- NOUVEAU BÉTON
NEW CONCRETE
- NOUVEAU REMBLAI
NEW BACKFILL
- BÉTON EXISTANT
EXISTING CONCRETE
- REMBLAI EXISTANT
EXISTING BACKFILL
- TERRE VÉGÉTALE
TOP SOIL
- MUR EXISTANT
(PIERRES, BÉTON OU ROC)
EXISTING WALL
(STONE, CONCRETE OR ROCK)



SCENARIOS

		2014-04-2	2014-03-2	2014-02-1	date
00	AUTORISE POUR SOUMISSION AUTHORISED FOR TENDER				
B	POUR COMMENTAIRES – 99% FOR COMMENTS – 99%				
A	POUR COMMENTAIRES – 50% FOR COMMENTS – 50%				
	révisions revisions				



PARCS CANADA
PARCS CANADA
MONTREAL
CANAL-DE-LACHINE
LACHINE CANAL

Structure
 Structure
 Réparation de caissons
 de bois détériorés
 Repair of deteriorated
 wood cribs







[illegible]

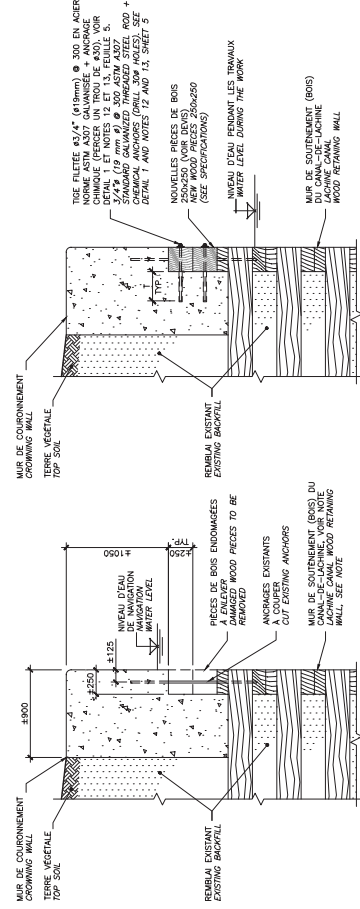
NOTE:

POUR CHAQUE JOINT DE CONSTRUCTION PRÉVOIR
DES ANCRAGES (5-10M TYP.), UNE PLANCHE
ASPHALTIQUE ÉPAISSEUR 11 mm DES GAINES
D'EXPANSION EN THERMOPLASTIQUE D'UN CÔTÉ
ET MASTIC D'ÉTANCHÉITÉ CONFORME À LA NORME
CAN/CGSB-19.13

FOR EACH CONSTRUCTION JOINT SCHEDULE ANCHORS
(5-10M TYP.), ASPHALT IMPREGATED FIBERBOARDS
11mm THICK, THERMOPLASTIC EXPANSION TUBE AND
MASTIC SEAL ACCORDING TO CAN/CSB-19.13
STANDARD

LÉGENDE/ LEGEND:

- | | |
|---|---|
|  | BOIS (VOIR DEVIS)
WOOD (SEE SPECIFICATIONS) |
|  | NOUVEAU BETON
NEW CONCRETE |
|  | BETON EXISTANT
EXISTING CONCRETE |
|  | REMPLI EXISTANT
EXISTING BACKFILL |
|  | REVÊTEMENT EN PIERRES CALES
STONES COVER GRADE 200-5 |
|  | REVÊTEMENT EN PIERRES CALES
STONES COVER GRADE 300-5 |



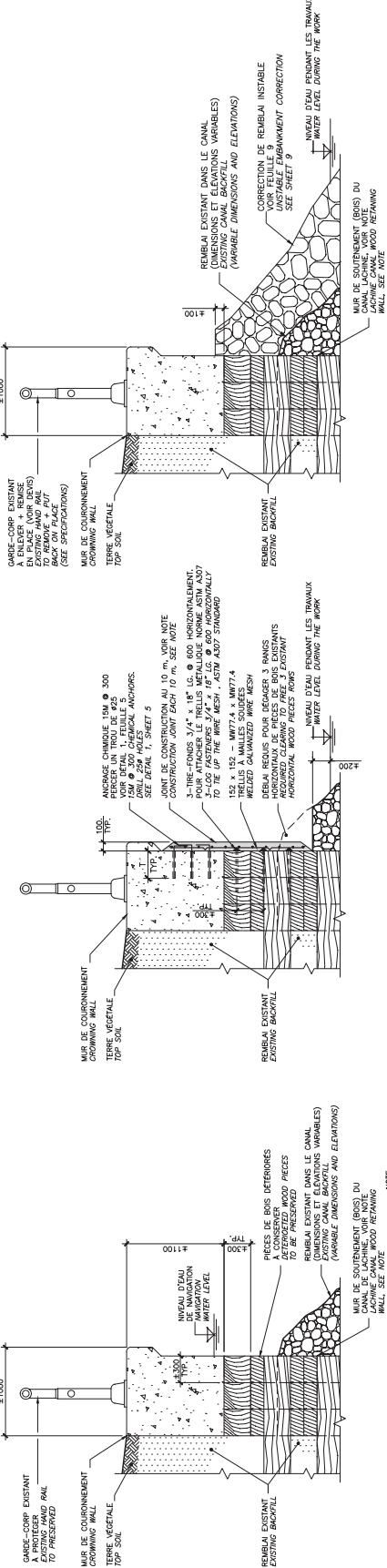
NOTE:
LA GEOMETRIE DU MUR DE SOUTÈNEMENT EN BOIS EST
THÉORIQUE ET DEVRA ÊTRE VALIDÉE AU CHANTIER.
LACHINE CANAL WOOD RETAINING WALL GEOMETRY IS
THEORETICAL AND MUST BE VALIDATED ON SITE

RÉPARATION / REPAIR

RÉPARATION DU MUR DE SOUTÈNEMENT EN BOIS DE TYPE D
TYPE D WOOD RETAINING WALL REPAIR



ECH./SCALE 1:25



NOTE: LA GÉOMÉTRIE DU MUR DE SOUTÈNEMENT EN BOIS EST THÉORIQUE ET DEVRA ÊTRE VALIDÉE AU CHANTIER. LACHINE CANAL WOOD RETAINING WALL GEOMETRY IS THEORETICAL AND MUST BE VALIDATED ON SITE.

EXISTANT / EXISTING

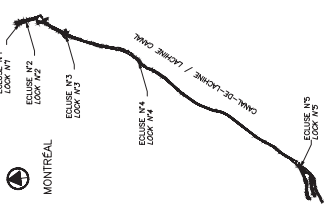
RÉPARATION / REPAIR H4.1

REPARATION / REPAIR H4.2

RÉPARATION DU MUR DE SOUTÈNEMENT EN BOIS TYPE H.4
TYPE H.4 WOOD RETAINING WALL REPAIR



ÉCH./SCALE 1:25



PLAN CLE	SEALS
SCEAUX	

00	AUTORISE POUR SOUMISSION AUTORISED FOR TENDER	2014-04-25
B	POUR COMMENTAIRES – 99% FOR COMMENTS – 99%	2014-03-21
A	POUR COMMENTAIRES – 50% FOR COMMENTS – 50%	2014-02-18
	révisions revisions	date

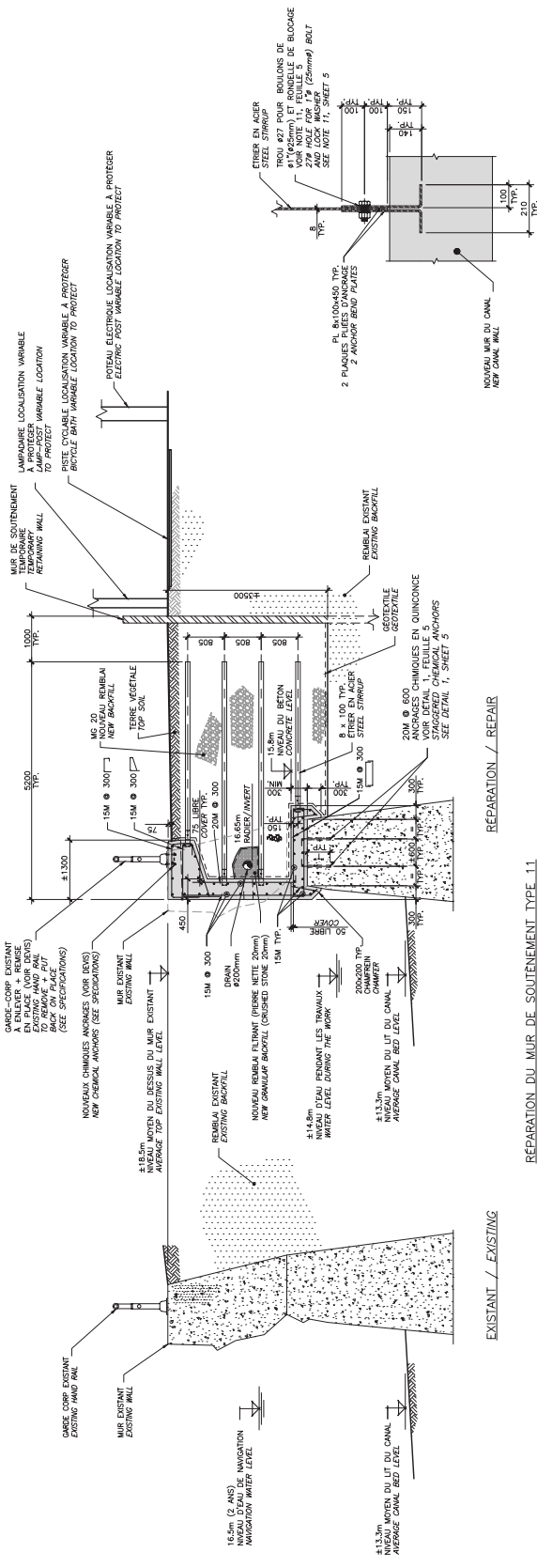
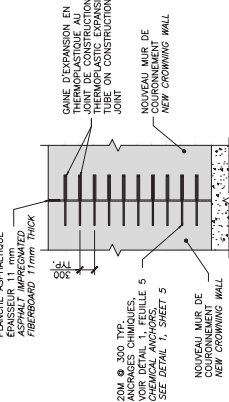
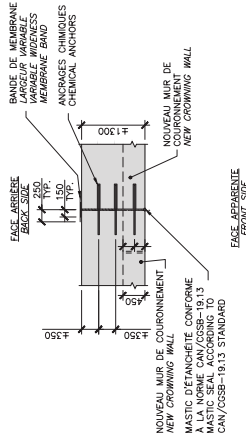
A no. du détail
détail no.
B no. de la feuille-où détail
exigé
sheet no. - where detail
required
C no. de la feuille-où détaillée
sheet no. - where detail
required

Project	Project
PARCS CANADA	PARCS CANADA
PARCS CANADA	PARCS CANADA
MONTREAL	MONTREAL
CANAL-DE-LACHINE	CANAL-DE-LACHINE
LACHINE CANAL	LACHINE CANAL

Dénomination
 Structure
 Réfection des murs de béton
 présentant un déversement
 vers le canal - type 11
 Repair of concrete walls
 buckling towards the canal -
 type 11

Conçu par	Grégoire Richard, Ing.	Approuvé par	Denis Lafeyvre, Ing.	Signature	Dominic Piers, Ing. Administrateur de projet MC	Projet	CL-RMUR-2014	Projet	1401
Dessiné par	Guy Forget/Luan Muahshiri	Approuvé par	Denis Lafeyvre, Ing.	Signature	Dominic Piers, Ing. Administrateur de projet MC	Projet	CL-RMUR-2014	Projet	1401
Drawn by	2014-04-28	Approved by	2014-04-28	Tender	2014-04-28	Project Manager	PCA	No de contrat	1401
Designed by	2014-04-28	Approved by	2014-04-28	Tender	2014-04-28	Project Manager	PCA	No de contrat	1401

nom ou numéro	file name	File no	Sheet no
CLAC-RMUR-1401-11			11/11
No de plan ou dessin	File name		
CL-32-107.11			



VUE EN PLAN PARTIELLE TYPE 11
PARTIAL PLAN VIEW TYPE 11

CH./SCALE 1:50

LÉGENDE/ LEGEND:

NOTE:

1 - JOINT DE CONSTRUCTION REQUIS AU 10 m AVEC GAIN D'EXPANSION EN THERMOPLASTIQUE SUR UNE DES CÔTES.

CONSTRUCTION JOINT ARE REQUIRED EACH 10 m WITH EXPANSION THERMOPLASTIC TUBE ON ONE SIDE

NOTE:

1 - JOINT DE CONSTRUCTION REQUIS AU 10 m AVEC GAINÉ D'EXPANSION EN THERMOPLASTIQUE SUR UNE DES CÔTÉS.
CONSTRUCTION JOINT ARE REQUIRED EACH 10 m WITH EXPANSION THERMOPLASTIC TUBE ON ONE.

																																																																																																																		
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	--

EXISTANT / EXISTING

RÉPARATION DU MUR DE SOUTÈNEMENT TYPE 11
TYPE 11 RETAINING WALL REPAIR

RÉPARATION / REPAIR

Pièce jointe 1 : Critères techniques cotés

Critères	Grille d'évaluation	Max	Min
1 – PROPOSITION TECHNIQUE		30	15
1.1 Compréhension de la portée des services Le soumissionnaire devrait démontrer qu'il comprend les services demandés, les exigences fonctionnelles et techniques, les contraintes et les aspects qui influenceront sur les services à rendre et les livrables.	La grille d'évaluation des critères qualitatifs (tableau 1) sera utilisée pour déterminer le pointage de ce critère.	12	
1.2 Méthodologie Le soumissionnaire devrait proposer une approche qui permettra de répondre aux exigences de la demande de proposition et de fournir des services de qualité. Il devrait expliquer comment il compte s'y prendre pour respecter les contraintes afin d'assurer la continuité et l'uniformité dans la livraison des services, l'efficacité des communications et le respect de l'échéancier.	La grille d'évaluation des critères qualitatifs (tableau 1) sera utilisée pour déterminer le pointage de ce critère.	12	
1.3 Allocation des ressources Le soumissionnaire devrait présenter l'équipe de projet. Il devrait indiquer les tâches assignées à chacune des ressources proposées et présenter un organigramme indiquant les titres des postes et les noms des ressources, la structure et le mode de fonctionnement de l'équipe, rôle, responsabilités et rapports hiérarchiques.	La grille d'évaluation des critères qualitatifs (tableau 1) sera utilisée pour déterminer le pointage de ce critère.	6	

Pièce jointe 1 : Critères techniques cotés

Critères	Grille d'évaluation	Max	Min
2 – RÉALISATION DU SOUMISSIONNAIRE			
<p>2.1 Réalisation du soumissionnaire</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer qu'il a complété au cours des cinq (5) dernières années, à titre d'entrepreneur principal, des évaluations environnementales sous le régime fédéral en vertu de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> (LCÉE) ou provincial en vertu de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> (LQE) des projets suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> i. un (1) projet linéaire (route, oléoduc, ligne de transport électrique, piste cyclable, chemin de fer ou autres d'une longueur minimum de 5 kilomètres; et, ii. deux (2) projets de construction ou de réfection d'un ouvrage d'un minimum de 30 m linéaire le long d'un plan d'eau (ex. : infrastructure portuaire, quai, canal de navigation, brise-lames ou autres). <p><u>Information qui devrait être fournie pour chacun des projets :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Titre et nature du projet; • Portée des services rendus et objectifs visés; 	<p>i. <u>Un projet linéaire d'une longueur minimum de 5 kilomètres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les effets environnementaux ont été évalués sur au moins : <ul style="list-style-type: none"> 2 activités¹ (1 pt); ou, 3 activités (2 pts); ou, 4 activités (3 pts); ou, 5 activités et plus (4 pts); b) En raison de sa complexité, le projet présentait les enjeux suivants : <ul style="list-style-type: none"> 1) sols contaminés au-delà des critères d'usage du site nécessitant des mesures d'atténuation pour leur gestion (2 pts); 2) espèces à statut particulier nécessitant des mesures d'atténuation pour leur gestion (1 pt); 3) enjeux patrimoniaux nécessitant des mesures d'atténuation (1 pt); 4) enjeux de végétation (ex. : préservation, coupe) nécessitant des mesures d'atténuation (2 pts); 5) enjeux associés à l'habitat du poisson nécessitant des mesures d'atténuation (1 pt); 6) enjeux associés à l'habitat du poisson nécessitant une autorisation en vertu de la <i>Loi sur les pêches</i> (1 pt). 	30	S/O
		12	

Pièce jointe 1 : Critères techniques cotés

Critères	Grille d'évaluation	Max	Min
<ul style="list-style-type: none"> • Date de début et de fin du projet (inscrire les mois); • Description détaillée et concise du projet afin de permettre au comité d'évaluer sa complexité selon le respect des différents éléments de la grille d'évaluation (Section 2) ; • Coordonnées de la personne responsable de l'étude (client de l'Entrepreneur). <p>¹ : Les activités correspondent à des éléments du projet desquels pourraient découler des effets différents sur les composantes valorisées de l'environnement. Par exemple, dans le cas d'un projet routier, la coupe d'arbres pour la construction de la route, l'aménagement d'un pont et le dynamitage d'un cran rocheux constitueraient trois activités distinctes. La mobilisation et la démobilisation du chantier ne sont pas considérées comme des activités.</p>	<p>ii. <u>Le projet 1 de construction ou de réfection d'un ouvrage d'un minimum de 30 m linéaire le long d'un plan d'eau :</u></p> <p>a) Les effets environnementaux ont été évalués sur au moins : 2 activités¹ (1 pt); ou, 3 activités (2 pts);</p> <p>b) Évaluation environnementale réalisée sous le régime fédéral en vertu de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> (LCÉE) (2 pts);</p> <p>c) En raison de sa complexité, le projet présentait les enjeux suivants :</p> <p>1) enjeux associés à l'habitat du poisson nécessitant des mesures d'atténuation ou une autorisation en vertu de la <i>Loi sur les pêches</i> (1 pt);</p> <p>2) sols contaminés ou déblais de dragage au-delà des critères d'usage du site nécessitant des mesures d'atténuation pour leur gestion (2 pts);</p> <p>3) espèces à statut particulier nécessitant des mesures d'atténuation pour leur gestion (1 pt);</p> <p>4) nécessitait une approbation en vertu de la <i>Loi sur la protection de la navigation</i> (1 pt).</p>	9	
	<p>iii. <u>Le projet 2 de construction ou de réfection d'un ouvrage d'un minimum de 30 m linéaire le long d'un plan d'eau :</u></p> <p>Le projet 2 de construction ou de réfection d'un ouvrage d'un minimum de 30 m linéaire le long d'un plan d'eau sera évalué selon les mêmes modalités que le projet 1 (section ii).</p>	9	

Pièce jointe 1 : Critères techniques cotés

Critères	Grille d'évaluation	Max	Min
3 – RESSOURCES PROPOSÉES Information qui devrait être fournie pour chacune des catégories de ressources : <ul style="list-style-type: none"> • Formation académique et professionnelle; • Nombre d'années d'expérience à titre de [...]; • Principales fonctions à titre de [...]. Le soumissionnaire devrait fournir les curriculums vitae.		40	20
3.1 Directeur de projet Le soumissionnaire devrait proposer une ressource comme Directeur de projet. Le directeur de projet est la personne responsable de mener à terme des projets variés en environnement. Il suit l'évolution du projet sur le plan budgétaire, s'assure du respect des échéanciers, affecte les ressources nécessaires aux différentes tâches, tient compte des spécificités, assure un contrôle de la qualité, participe aux principales rencontres et gère les conflits. <u>Information qui devrait être fournie pour chacun des projets:</u> <ul style="list-style-type: none"> • Titre et nature du projet; • Portée des services rendus et objectifs visés; 	i. <u>Expérience du Directeur de projet</u> (au cours des 10 dernières années) 5 points : <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 60 mois d'expérience à titre de directeur de projet en environnement; 4 points : <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 48 mois d'expérience mais moins de 60 mois à titre de directeur de projet en environnement; 3 points : <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 36 mois d'expérience mais moins de 48 mois à titre de directeur de projet en environnement; 2 points : <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 24 mois d'expérience mais moins de 36 mois à titre de directeur de projet en environnement; 1 point :	5	

Pièce jointe 1 : Critères techniques cotés

Critères	Grille d'évaluation	Max	Min
<ul style="list-style-type: none"> Date de début et de fin du projet (inscrire les mois); Description détaillée et concise du projet afin de démontrer qu'il s'agit d'un projet d'évaluation environnementale en vertu de la LCÉE ou la LQE. <p>Pour être considéré, le projet doit avoir été réalisé au cours des 5 dernières années.</p>	<ul style="list-style-type: none"> possède plus de 12 mois d'expérience mais moins de 24 mois à titre de directeur de projet en environnement; <p>0 point :</p> <ul style="list-style-type: none"> possède moins de 12 mois d'expérience à titre de directeur de projet en environnement. 		
	<p>ii. <u>Participation du Directeur de projet à des évaluations environnementales de projet en vertu de la LCÉE ou la LQE</u></p> <p>Le Directeur de projet a participé à <u>titre de directeur de projet</u> à :</p> <ul style="list-style-type: none"> au moins 3 projets dont deux identifiés à la section 2 (5 pts); ou, au moins 3 projets dont 1 identifié à la section 2 (4 pts); ou, au moins 3 projets (3 pts); ou, au moins 2 projets identifiés à la section 2 (4 pts); ou, au moins 2 projets dont 1 identifié à la section 2 (3 pts); ou, au moins 2 projets (2 pts); ou, au moins 1 projet identifiés à la section 2 (2 pts); ou, au moins 1 projet (1 pt). 	5	
<p>3.2 Chargé de projet</p> <p>Le soumissionnaire devrait proposer une ressource comme chargé de projet.</p> <p>Le chargé de projet est la personne responsable de la réalisation technique de</p>	<p>i. <u>Formation universitaire</u></p> <p>3 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> possède un baccalauréat d'une université reconnue en science de la terre, biologie, géographie ou dans un domaine lié à l'environnement. 	2	

Pièce jointe 1 : Critères techniques cotés

Critères	Grille d'évaluation	Max	Min
<p>projets variés en évaluation environnementale (LCÉE ou LQE) et de leur bon déroulement dans les moindres détails. Sous la direction du directeur de projet, il coordonne avec efficacité une équipe formée de professionnels et de techniciens pendant toute la durée requise pour le projet dont il a la charge. Le chargé de projet rédige la majorité des documents qui seront produits. Il sera le vis-à-vis opérationnel du chargé de projet de SPAC pour le bon déroulement du projet.</p>	<p>- possède un diplôme d'études supérieures (maîtrise ou doctorat) d'une université reconnue avec spécialisation dans un domaine lié à l'évaluation environnementale de projet.</p>	1	
<p>ii. Expérience du Chargé de projet (au cours des 8 dernières années)</p> <p>4 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 48 mois d'expérience à titre de chargé de projet en évaluation environnementale (LCÉE et/ou LQE); <p>3 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 36 mois mais moins de 48 mois d'expérience à titre de chargé de projet en évaluation environnementale (LCÉE et/ou LQE); <p>2 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 24 mois mais moins de 36 mois d'expérience à titre de chargé de projet en évaluation environnementale (LCÉE et/ou LQE); <p>1 point :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 12 mois mais moins de 24 mois d'expérience à titre de chargé de projet en évaluation environnementale (LCÉE et/ou LQE); <p>0 point :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède moins de 12 mois d'expérience à titre de chargé de projet en évaluation environnementale (LCÉE et/ou LQE). <p><u>Information qui devrait être fournie pour chacun des projets:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Titre et nature du projet; • Portée des services rendus et objectifs visés; • Date de début et de fin du projet (inscrire les mois); • Description détaillée et concise du projet afin de démontrer qu'il s'agit d'un projet d'évaluation environnementale en vertu de la LCÉE ou la LQE <p>Pour être considéré, le projet doit avoir été réalisé au cours des 5 dernières années.</p>	<p>ii. Expérience du Chargé de projet (au cours des 8 dernières années)</p> <p>4 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 48 mois d'expérience à titre de chargé de projet en évaluation environnementale (LCÉE et/ou LQE); <p>3 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 36 mois mais moins de 48 mois d'expérience à titre de chargé de projet en évaluation environnementale (LCÉE et/ou LQE); <p>2 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 24 mois mais moins de 36 mois d'expérience à titre de chargé de projet en évaluation environnementale (LCÉE et/ou LQE); <p>1 point :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 12 mois mais moins de 24 mois d'expérience à titre de chargé de projet en évaluation environnementale (LCÉE et/ou LQE); <p>0 point :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède moins de 12 mois d'expérience à titre de chargé de projet en évaluation environnementale (LCÉE et/ou LQE). 	4	

Pièce jointe 1 : Critères techniques cotés

Critères	Grille d'évaluation	Max	Min
	<p>iii. <u>Participation du Chargé de projet à des évaluations environnementales de projet en vertu de la LCEE ou la LQE</u></p> <p>Le Chargé de projet a participé à titre de chargé de projet en évaluation environnementale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au moins 5 projets dont les trois identifiés à la section 2 (8 pts); ou, • au moins 5 projets dont 2 des 3 identifiés à la section 2 (7 pts); ou, • au moins 5 projets dont 1 identifié à la section 2 (6 pts); ou, • au moins 5 projets (5 pts); ou, • au moins 4 projets dont les trois identifiés à la section 2 (7 pts); ou, • au moins 4 projets dont 2 des 3 identifiés à la section 2 (6 pts); ou, • au moins 4 projets dont 1 identifié à la section 2 (5 pts); ou, • au moins 4 projets (4 pts); ou, • au moins 3 projets dont les trois identifiés à la section 2 (6 pts); ou, • au moins 3 projets dont deux identifiés à la section 2 (5 pts); ou, • au moins 3 projets dont 1 identifié à la section 2 (4 pts); ou, • au moins 3 projets (3 pts); ou, • au moins 2 projets identifiés à la section 2 (4 pts); ou, • au moins 2 projets dont 1 identifié à la section 2 (3 pts); ou, • au moins 2 projets (2 pts); ou, • au moins 1 projet identifiés à la section 2 (2 pts); ou, • au moins 1 projet (1 pt). 	8	

Pièce jointe 1 : Critères techniques cotés

Critères	Grille d'évaluation	Max	Min
<p>3.3 Technicien</p> <p>Le soumissionnaire devrait proposer une ressource comme technicien.</p> <p>Le technicien est un professionnel technique maîtrisant une ou plusieurs techniques en lien avec le projet. Sous la supervision du chargé de projet, il veille à exécuter les différentes tâches qui lui sont confiées pour mener à terme le projet.</p> <p><u>Information qui devrait être fournie pour chacun des projets :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Titre et nature du projet; • Portée des services rendus et objectifs visés; • Date de début et de fin du projet (inscrire les mois); • Description détaillée et concise du projet afin de démontrer qu'il s'agit d'un projet d'inventaire faunique et/ou floristique et/ou de suivi et/ou surveillance de mesures d'atténuation en vertu de la LCÉE ou la LQE. <p>Pour être considéré, le projet doit avoir été réalisé au cours des 5 dernières années.</p>	<p>i. <u>Formation</u></p> <p>2 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède une formation technique ou universitaire dans un domaine lié à l'environnement incluant l'inventaire faunique et/ou floristique. <p>ii. <u>Expérience du Technicien (au cours des 5 dernières années)</u></p> <p>3 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 24 mois d'expérience à titre de technicien en environnement; <p>2 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 12 mois d'expérience mais moins de 24 mois à titre de technicien en environnement; <p>1 point :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 6 mois d'expérience mais moins de 12 mois à titre de technicien en environnement; <p>0 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède moins de 6 mois d'expérience à titre de technicien en environnement. <p>iii. <u>Participation du technicien à des projets d'inventaires faunique et/ou floristique</u></p> <p>Le Technicien a participé à au moins 1 ou 2 projets (1 pt) ou 3 projets et plus (2 pts).</p> <p>Pour être considéré, le projet doit avoir été réalisé au cours des 5 dernières années.</p>	<p>2</p> <p>3</p> <p>2</p>	

Pièce jointe 1 : Critères techniques cotés

Critères	Grille d'évaluation	Max	Min
	<p>iv. <u>Participation du technicien à des projets de suivi et ou de surveillance de mesures d'atténuation en vertu de la LCEE ou la LQE</u></p> <p>Le Technicien a participé à au moins 1 projet (1 pt).</p>	1	
<p>3.4 Spécialiste en géomatique</p> <p>Le soumissionnaire devrait proposer un spécialiste en géomatique pour préparer les nombreuses cartes à préparer dans le cadre du mandat.</p> <p>Le spécialiste en géomatique maîtrise les principales techniques de base des systèmes d'information géographique. Sous la supervision du chargé de projet, il veille à préparer et à intégrer l'information en plan à l'aide d'un Système d'information géographique de type Autocad ou autres.</p> <p><u>Information qui devrait être fournie pour chacun des projets:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Titre et nature du projet; • Portée des services rendus et objectifs visés; • Date de début et de fin du projet (inscrire les mois); • Exemple de plan ou de carte préparé par le spécialiste en géomatique. 	<p>i. <u>Formation</u></p> <p>2 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède un cours spécialisé dans un domaine de la géomatique ou des systèmes d'information géographique. <p>ii. <u>Expérience du Spécialiste en géomatique (au cours des 5 dernières années)</u></p> <p>3 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 24 mois d'expérience à titre de spécialiste en géomatique; <p>2 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 12 mois d'expérience mais moins de 24 mois à titre de spécialiste en géomatique; <p>1 point :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède plus de 6 mois d'expérience mais moins de 12 mois à titre de spécialiste en géomatique; <p>0 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - possède moins de 6 mois d'expérience à titre de spécialiste en géomatique. <p>iii. <u>Participation du spécialiste en géomatique à la représentation cartographique d'un projet linéaire (route, oléoduc, ligne de transport</u></p>	2	
		3	
		1	

Pièce jointe 1 : Critères techniques cotés

Critères	Grille d'évaluation	Max	Min
Pour être considéré, le projet doit avoir été réalisé au cours des 5 dernières années.	<p><u>électrique, ou autres) d'un minimum de 5 kilomètres intégrant des données de description physique, biologique ou humaine du milieu et/ou des mesures d'atténuation :</u></p> <p>Le Spécialiste en géomatique a participé à au moins 1 projet (1 pt). Fournir un exemple de plan ou carte préparé par le spécialiste en géomatique.</p>		
	<p>iv. <u>Participation du spécialiste en géomatique à la représentation cartographique d'un projet de construction ou de réfection d'un ouvrage le long d'un plan d'eau intégrant des données de description physique, biologique ou humains du milieu et/ou des mesures d'atténuation:</u></p> <p>Le Spécialiste en géomatique a participé à au moins 1 projet (1 pt). Fournir un exemple de plan ou carte préparé par le spécialiste en géomatique.</p>	1	
TOTAL		100	50

Pièce jointe 1 : Critères techniques cotés

Tableau 1 : Grille d'évaluation des critères qualitatifs

Non recevable	Extrêmement faible	Très faible	Faible	Acceptable	Moyen	Supérieur à la moyenne	Exceptionnel
0 point	1-2 points	3-4 points	5 points	6 points	7-8 points	9 points	10 points
N'a pas fourni de renseignements pouvant faire l'objet d'une évaluation	Ne satisfait pas aux exigences	De façon générale, ne satisfait pas aux exigences	Manque de précisions	Satisfait à peine aux exigences	Satisfait aux exigences	Dépasse les exigences	Dépasse beaucoup les exigences
	Présente des faiblesses qui ne peuvent pas être corrigées	De façon générale, présente des faiblesses dont la correction est peu probable	Présente des faiblesses qui peuvent être corrigées	Présente des faiblesses faciles à corriger	Aucune faiblesse importante	Aucune faiblesse apparente	Aucune faiblesse
	Inacceptable	Extrêmement faible, ne pourra pas satisfaire aux exigences de rendement	Faible capacité à satisfaire aux exigences de rendement	Capacité minimum acceptable, devrait satisfaire aux exigences de rendement minimales	Capacité moyenne, devrait permettre des résultats efficaces	Capacité supérieure, devrait assurer l'obtention de résultats efficaces	Capacité exceptionnelle, devrait assurer l'obtention de résultats extrêmement efficace